Suspension du mot d'ordre de ''démission d'IBK'', nouvelles revendications du M5 : L'Imam Mahmoud Dicko dit tout !

MALI

639

L'information est l'oxygène des temps modernes

LUNDI 06 JUILLET 2020

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

Rencontre IBK / M5-RFP

Echec et mat

S.O.S pour le plateau Dogon : L'intriguant silence de l'Etat face à l'horreur !

Décrispation du climat socio-politique : Le président IBK multiplie les rencontres

LIBÉREZ L'HONORABLE SOUMAÏLA CISSÉ !

ENSEMBLE NOUS POUVONS !

Sommaire «

Une

Rencontre IBK / M5-RFP : Echec et mat P.4

Brèves

Crise politique au Mali : Ce que Macron et Idriss Deby ont dit à IBK P.12
CMAS : Les revendications demeurent P.12
Presse Malienne : Quand Ckeickna Takiou fait un rappel important P.13
M5-RFP: «L'assaut final populaire» prévu pour le 10 juillet si IBK refuse sa proposition de transition P.13
L'imam Mahmoud Dicko : " IBK m'a proposé des départements ministériels et autres privilèges" P.14
Infidélité : Une judokate bat et casse le bras de son mari P.14

Actualité

Crise scolaire : Enfin, une solution durable P.16
Promotion de l'Entreprenariat Jeunes : 150 millions pour 500 micros entreprises P.17
Cantine scolaire de Gouana : Où sont partis les vivres destinés aux enfants ? P.18

Politique

S.O.S pour le plateau Dogon : L'intriguant silence de l'Etat face à l'horreur ! P.20
Gouvernance du pays : La diaspora réclame des postes P.21
Suspension du mot d'ordre de ''démission d'IBK'', nouvelles revendications du M5 : L'Imam Mahmoud Dicko dit tout ! P.22
Le Mali, l'homme malade du Sahel P.23
Décrispation du climat socio-politique : Le président IBK multiplie les rencontres P.25
Unité d'action au sein du M5-RFP : La fissure résorbée P.26

Culture & société

MASTER SOUMI SUR LA PROMESSE D'IBK DE LIBERER SOUMAÏLA CISSE : « IBK a parlé dans l'euphorie et sous la pression » P.28
Bamako Vie : « Ma vraie coépouse c'était ma belle-mère » P.29

International

RDC : Le choix de Ronsard Malonda à la tête de la CENI ne fait pas l'unanimité P.30
Botswana : Mystère autour de la mort d'au moins 275 éléphants P.31

Sport

Nos expatriés : Mohamed Camara : «Le Mali a simplement manqué de chance lors de la dernière CAN P.33

P.12

P.16

P.21

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef :** Amadou TALL
- **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant :** Moctar Sow
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** AZIA Bénédicte

Rencontre IBK / M5-RFP : Echec et mat

Régulièrement annoncée par de « bonnes sources », elle a enfin eu lieu ce dimanche 5 juillet 2020 à la « Villa des Hôtes », haut lieu de la République transformé en résidence privée-bis par le président Ibrahim Boubacar Keita. Le Comité Stratégique du M5-RFP au grand complet avec ses 8 composantes (FSD, CMAS, EMK, SYNDICATS, MDP, AN KO MALI DRON, PARTIS POLITIQUES et FASODEN) et ses principaux leaders dont Choguel Kokala Maiga, Mountaga Tall, Konimba Sidibé, l'ambassadeur Souleymane Koné, Issa Kaou N'Djim, Mohamed Salia Touré, Modibo Sidibé, Mme Sidibé Dedeou, Honorable Bouba K. Traoré, Aliou Sankaré, Kader Maiga, le jeune Ben, Modibo Koné, Mohamed Ali Bathily... a été reçu par IBK. Première fausse note selon des membres de la délégation la présence de Boubou Cissé aux cotés du président. Il n'est en effet un secret pour personne que le M5-RFP demande le départ de Boubou Cissé qui est un des piliers du régime IBK et plus, exige la nomination d'un Premier ministre de pleins pouvoirs issu de ses rangs. IBK a-t-il voulu nous narguer ou nous faire avaliser un fait accompli que de toutes les façons nous n'accepterons jamais fulminent-ils ?

La nouvelle secrétaire Générale de la présidence de la République Kamissa Kamara, le Directeur de Cabinet Dr Traoré et le Conseiller à la communication Adam Thiam complétaient le décor.

Des comptes-rendus faits par Choguel Maiga à sa sortie de la rencontre, au communiqué publié sur les comptes Twitter et Facebook de la présidence indiquent clairement qu'aucun débat de fond n'a été instauré.

Le président de la République s'est cantonné à des généralités pour ne pas dire des banalités sur la fraternité qui le lie tous les maliens, le patriotisme et le républicanisme des membres du FSD avant de les inviter à discuter avec les membres de sa majorité présidentielle. Ajoutant au passage que le gouvernement travaille à la libération de Soumaïla Cissé et que lui-même fera ce qu'il faudra dans le cadre de la loi et de la constitution.

Le porte-parole du jour du M5-RFP a, dans une brève réponse déclaré avec pris bonne note des propos du président qui seraient analysés par le Comité Stratégique du M5-RFP pour suite à donner.

Ce qui fût fait lors d'une réunion extraordinaire dudit Comité convoquée immédiatement. Le constat fait par la délégation du M5-RFP est amère « Monsieur Ibrahim BoubacarKEITA a continué à faire la sourde oreille et preuve de mépris envers le Peuple malien.

En effet, M. KEITA a royalement ignoré toutes les demandes et mesures contenues dans le « **Mémorandum » du 30 juin 2020, en renvoyant le M5-RFP à sa « majorité présidentielle » qui ne dispose d'aucun pouvoir et pour laquelle lui-même n'a, d'ailleurs, ni respect ni considération.** »

Tirant les conséquences de ce comportement, le M5-RFP est revenu tout naturellement à sa demande initiale et forte de démission du président IBK « **En conséquence, le M5-RFP réaffirme, plus que jamais, sa détermination à obtenir, par les voies lé-**

gales et légitimes, la démission pure et simple de M. Ibrahim Boubacar KEITA et de son régime, sauf application intégrale du «Mémorandum» sus-cité. »

Voici donc la pauvre majorité présidentielle de IBK balloté comme une balle de ping-pong renvoyé à l'expéditeur. Pour le M5-RFP, qui l'avait déjà reçu « Ensemble pour le Mali » et ses forces supplétives ne sont pas ses interlocuteurs. Car, disent-ils, le Mémorandum du 30 juin 2020 ne leur était pas adressé et ils ne disposent par ailleurs d'aucun pouvoir ni levier pour répondre à leurs exigences. A quoi bon don perdre son temps avec « des coquilles vides » si l'on sait que tout da IBK et revient à IBK dont la façon de se défausser est considéré comme inacceptable.

Le M5-RFP, considérant peut-être que les pistes de négociations sont désormais totalement fermées « **rappelle le Peuple malien à une plus forte mobilisation le vendredi 10 juillet 2020 et jours suivants, sur l'ensemble du territoire national et dans la Diaspora, pour l'aboutissement intégral de son juste combat pour la survie du Mali et le bonheur des Maliens.** » **Lire Encadré**.

Au regard de cette nouvelle situation, tout laisse croire que l'impasse est totale et que le président IBK n'aucune proposition crédible de sortie de crise malgré le lâcher de lest du M5-RFP. L'occasion manquée de la rencontre du 05 juillet est grosse d'incertitudes pour le Mali et propulse notre pays dans une zone de fortes turbulences dont nul ne sait comment sortis. Le pire est que le Timonier ne tient plus la barre, que la météo est plus que capricieuse et que les gilets de sauvetage manquent tant les conciliateurs d'hier sont devenus des partisans décriés par beaucoup.

Ou va donc le Mali ? IBK réussira-t-il à dégoupiller la grenade politique qui menace tout le Mali ? Manquera-t-il de savoir-faire en la laissant exploser ? La manifestation du 10 juillet qui s'avère grandiose si l'on s'en tient aux précédentes des 5 et 19 juillet suivie de désobéissance civile cette fois-ci se tiendra-t-elle ?

La tâche n'est certes pas facile pour IBK. Mais peut-il manquer de moyes pour éteindre l'incendie que le M5-RFP l'accuse d'avoir allumé?

Diala Thiény Konaté

Mouvement du 5 Juin – Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP)

COMMUNIQUE

Le Mouvement du 5 Juin – Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP) se rappelant ses responsabilités en ces moments critiques, et tenant compte des nombreuses sollicitations nationales et internationales, dont celles de l'Imam Mahmoud DICKO, a rencontré ce jour 5 juillet 2020 le président de la République Ibrahim Boubacar KEITA, pour envisager les solutions de sortie de la crise, dont lui-même et son régime sont les seuls et uniques responsables.

Lors de cette brève rencontre, Monsieur Ibrahim Boubacar KEITA a continué à faire la sourde oreille et preuve de mépris envers le Peuple malien.

En effet, M. KEITA a royalement ignoré toutes les demandes et mesures contenues dans le « Mémorandum » du 30 juin 2020, en renvoyant le M5-RFP à sa « majorité présidentielle » qui ne dispose d'aucun pouvoir et pour laquelle lui-même n'a, d'ailleurs, ni respect ni considération.

En conséquence, le M5-RFP réaffirme, plus que jamais, sa détermination à obtenir, par les voies légales et légitimes, la démission pure et simple de M. Ibrahim Boubacar KEITA et de son régime, sauf application intégrale du « Mémorandum » sus-cité.

Le M5-RFP rappelle le Peuple malien à une plus forte mobilisation le vendredi 10 juillet 2020 et jours suivants, sur l'ensemble du territoire national et dans la Diaspora, pour l'aboutissement intégral de son juste combat pour la survie du Mali et le bonheur des Maliens.

Bamako, le 05 Juillet 2020

Pour EMK	Pour la CMAS	Pour le FSD
Cheick Oumar SISSOKO	Issa Kaou N'DJIM	Choguel K. MAIGA

Imam Oumarou Diarra

Salam chers Camarades,
Je demande à tous les amis de l'imam Mahamoud Dicko et de la CMAS de ne répondre à personne. Nous ne sommes en guerre contre aucune tendance religieuse, mais juste nous voulons combattre l'injustice, la corruption, la mauvaise gouvernance, faire du Mali un pays de dignité.
La CMAS est un et restera un mouvement politique qui respecte la diversité culturelle et la laïcité du Mali.
Nous avons du respect et de la considération envers tout les leaders religieux et coutumiers du Mali.
Rester engagé et mobilisé pour un Mali juste et prospère.

Imam Oumarou Diarra, chargé des affaires religieuses et des légitimités traditionnelle de la CMAS.
Vivement le vendredi 10 juillet Incha'Allah

Awa Sylla

Le porte étendard de l'opposition dans le débat d'hier a fait tout la différence, simple, posé, lucide, sans haine ni rancoeur il a ébranlé plus d'un.....
Les bambara disent : Je suis le meilleur parmis tous les enfants de ma mère ça c'est possible mais je suis le meilleur parmi les enfants de toutes les mères ça ce n'est pas vrai.
Ayiwa né bora koumana.
Choguel is the king.
Crédit photo

Mahamadou Dianka

Sambou Sissoko

Il n'a jamais été question d'exclure les religieux, qu'ils soient musulmans ou chrétiens, de la sphère politique mais de ne pas utiliser l'islam ou le christianisme pour faire de la politique. Chaque malien doit participer à l'édification de ce pays en tant que citoyen et non le représentant de telle ou telle obédience religieuse.

Vah Coulibaly

Il s'est marie à l'age de 23 ans et n'a eu son premier enfant que 10 ans après et un autre s'est marié à 30 ans et a eu son premier enfant après 1 an.
Il a eu son diplome a l'age de 25 ans et n'a trouvé un travail que 5 ans après et un autre a eu son diplôme à 29 ans et a trouvé le travail de ses rêves à la fin de ses études.
Il est devenu chef d'entreprise à l'age de 30 ans et il est mort à 40 ans et un autre est devenu chef d'entreprise à l'age de 45 ans et il est mort à 90 ans.
Tu n'es ni en avance ni en retard, tu vis juste ton temps, alors sois serein, profite de ta vie et ne te compare pas aux autres... Chacun son destin

Jeune Afrique

« Ces maires africains fauchés en plein vol » (4/4)
Remis en liberté le 22 mai, Adama Sangaré, le puissant maire de Bamako, a retrouvé sa place au sein de la majorité présidentielle. Mais la prison lui appris sur qui il pouvait compter.

Amkoulel Senonke

Koureichy Cisse
Au Centre Hamadou Kouffa a juste amené le terrorisme. Et c'était contre tout le monde (Peulh, Dogon, FAMa).
C'est IBK et son gouvernement qui l'ont interethnicisé. Ils ont armé une ethnie contre une autre sous la barrière de lutte contre le terrorisme. Tout est parti de là.
Pourquoi ils n'ont pas regroupé les deux ethnies dès le départ? Elles sont frères et ont un avenir commun.
Donc c'est à lui et son gouvernement de mettre fin à cette crise entre des frères d'hier et nous ramener à la vraie lutte contre le terrorisme. C'est sans passion et sans émotion. Vérité juste crue. Salam! KC!

Brahim Doumbo

"La catastrophe arrive vite, quand on n'a pas le courage de se parler, d'échanger, de regarder l'autre, de faire confiance à l'autre, si différent et si proche, aux voisins si sacrés, aux amis si chers, aux partenaires si nécessaires, quand tout se réduit au pouvoir, à la quête du pouvoir!
Aux problèmes politiques, il faut de vraies solutions politiques. Pas de faux fuyant !
Elles peuvent être difficiles à trouver, mais nous devons les trouver ensemble à coup de concessions, de compromis conformes à l'Etat de droit, de compromis démocratiques.
Les problèmes politiques mal résolus finissent par prendre des dimensions régionalistes, puis ethniques, puis religieuses et conduisent à l'anarchie.
Il nous faut aujourd'hui dans tous nos pays, un fond politique apaisé pour pouvoir bien aborder et résoudre les difficiles situations économiques et sociales."
Extrait du discours d'Alpha Oumar Konaré
En Côte d'Ivoire, suite à la
Crise institutionnelle
Dans ce pays (an 2000).
Source: Le 26 Mars

M. Nouhoum Togo - Officiel

Mon village kouroukanda sous le feu incendié par des bandits

Sambou Sissoko

En Décembre 2019 j'avais pourtant tiré la sonnette d'alarme...Ce qui est en train d'arriver au président IBK pouvait être évité si celui-ci faisait confiance à son Peuple. Hélas !!!

Bennchico Savadogo

Commencez à assainir vos rues et caniveau pour faire face à des grosses pluies qui peuvent inonder nos maisons et quartiers, n'attendons pas les autorités d'ailleurs

Hôtel aussi, c'est îles balnéaire des pauvres, le volume est bon

Cest en Afrique tu gagne boulot et tu veux travailler honnêtement opi on te dit "dangandè"(maudit)

LaSeconde.net

Moussa Timbiné : la cible
Le président de l'assemblée nationale est bien visé dans notre pays de partout avec des flèches à la clé.
Des griefs sans tête ni queue font de lui la cible parfaite.
Du Premier ministre, en passant par le président du parti au pouvoir, et des députés comme Mamadou Diarassouba, Baber Gano et Aliou Diallo. Sans oublier la dent qu'a crontre lui, le ministre Boubacr Bah.

Diakite Moussa

LE CONSEILLER SPÉCIAL DU PRÉSIDENT DU FASO, M. STEPHANE OUEDRAOGO DANSE TRES BIEN LE DOMBOLO
****

Une vidéo devenue virale sur les reseaux sociaux, affiche un conseiller spéciale du président du Faso en très mauvaise posture, eut egard à la fonction qu'il occupe.
En effet, on aperçoit certe sur cette vidéo, en grande posture le fils du Président malien, Karim KEITA, maestro en chef de cette banboulade, mais il n'en demeure pas moins que d'autres acteurs aparaissent tout aussi en plein ecran et de façon suffisament zoomé si bien qu'il est tout à fait aisé de les identifer: c'est le cas de M. Stephane OUEDRAOGO, conseiller spécial du president du Faso, chargé des questions économiques.
On le voit bien aux anges, entrain de danser du Dombolo (style musical de marque congolaise), bien entouré de muses, toutes en extase. C'est l'insouciance totale.
À ce qui se dit, c'était lors de l'anniversaire du fils du président IBK, Karim Keita, aux Baléares, en Espagne en 2019.
Nul ne denit à M. OUEDRAOGO, le droit de se faire plaisir, le droit de se defouler: mais vu le contexte national (meme en 2019) : pres d'un million de deplacés internes au bord d'une catastrophe alimentaire, une fronde sociale marquée par des ponctions sur les salaires des fonctionnaires avec pour consequences une baisse de leur pouvoir d'achat, le terrorisme qui frappe et endeuille au quotidien, peut-on admettre que le conseiller special chargé des questions économiques s'envoit à une telle jouissance à des milliers de kilomètres de là?
N'a-t-il pas l'obligeance de compatir à la douleur de son peuple meurtrit en evitant un tel spectacle?
Vu sur Facebook.
ACTIVISTE Tv.

Seydina Abass Drame

Des syndicalistes victimes de mutations arbitraires à l'urbanisme. Le SYNIBABCOM se prépare pour riposter.

PINAL

#Burkina Faso.!#massacre de plus d'une cinquantaine de civils.
Les faits se seraient produits à Petabouilli situé à environ 50 km de Gorom-Gorom, le dimanche 28 juin 2020, jour du marché de ce village. Des Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP) en représailles à une attaque terroriste auraient massacré plus d'une cinquantaine de civils.
Voici un peu résumé le récit selon plusieurs sources concordantes,

des populations de la localité: "Depuis un certain temps des individus armés se réclamant du groupe djihadiste d'Amadou koufa, sillonnent la région et traquent toutes les personnes armées n'appartenant pas à leur groupe, les accusant d'être de vulgaires bandits.
Dans le cadre de ces opérations, ils auraient ciblés aussi les VDP d'Arbinda et de Gorgadji auteurs des exactions contre les populations et de vols de bétails.
Le dimanche 28 juin 2020, des VDP auraient effectué une descente sur le village de Petabouilli et voulaient opérer comme d'habitude. Malheureusement pour eux, ils sont tombés sur des éléments terroristes d'Amadou koufa, occasionnant plusieurs victimes dans leurs rangs. Les rescapés se sont repliés sur Arbinda d'où ils seraient revenus avec des éléments armés dans des véhicules. A leur retour, les terroristes avaient eu le temps de s'enfuir. Il n'y a pas eu de combat. Mais, les VDP ont néanmoins ouvert le feu sur des populations civiles laissant sur le carreau plus d'une cinquantaine de cadavres dont les peuhls, bella; enfants,.... bref tous ceux qui n'ont pas pu fuir à temps ou se cacher auraient été abattus froidement. Certaines sources parlent d'au moins une centaine de victimes.
En tout cas pas une seule âme ne vit actuellement à Petabouilli où les cadavres sont laissés aux vautours et aux chiens."
Par ailleurs, il existe une très grande détresse humanitaire aujourd'hui sur le terrain car beaucoup de femmes et d'enfants ont convergé vers Gorom. Alors;
Le CISC attire l'attention des plus hautes autorités administratives et de la hiérarchie militaire à mettre tout en oeuvre pour sauver les populations civiles innocentes. L'autorité devrait donner la conduite à tenir par les populations civiles innocentes dans les zones infestées par les terroristes. L'autorité et la hiérarchie militaire devrait dire clairement si les populations civiles devraient se retirer systématiquement des villages qui sont visités parfois par les terroristes. Sinon, les populations résilientes et qui résistent pacifiquement avec leur présence dans ces zones, seraient de plus en plus massacrés.
Le CISC invite les forces de défense (FDS)et de sécurité à renforcer de vigilance mais à faire leur travail dans le strict respect des codes de la république et des textes internationaux.
Le CISC invite tous les Burkinabè à se démarquer du terrorisme qui menace la stabilité de notre pays. Chaque Burkinabè doit collaborer avec les FDS qui font leur travail avec intégrité et une très grande sincérité pour sauver la nation.
Le CISC invite à bannir la stigmatisation et le délit de faciès prohibés par les droits de l'Homme.
Le CISC invite les amis

Moussa Nouhoum Guindo

L'une des missions de la Minisma ,est la protection de la population et la restauration de la paix. Elle fait quoi au centre ?

Nous exigerons au procureur de la république du Mali l'ouverture d'une enquête judiciaire sur les tueries de Bankass. Stop!

Kassim Traoré

Bankass: Les terroristes qui ont attaqué Gouari, Djimdo, Dialakanda et Pangadougou veulent attaquer Kouroukanda. Ils sont sur 70 motos et 8 pickup.
Il faut le vecteur aérien maintenant.
Source : locale

Guida Landouré

Si c'était une question de tendance religieuse, Dicko et Bouyé n'allaient pas se retrouver autour du même combat.
Soyez bon musulmans d'abord.

Mamadou Tota Fofana

Macky Bah est un rat du régime IBK après un bon repas il faut qu'il dise quelque chose, sinon, pourquoi cette déclaration ? Quel est son objectif ?
Mahmoud Dicko dénonce l'insécurité au nord et au centre du Mali, le sang des maliens coule à vague tout le jour, l'injustice, la délinquance financière, santé et l'éducation... nous imaginons que Macky Bah allait sortir pour démentir cette révélation, hélas, il se limiter à du bavardage.
Nous ne sommes pas dans un combat des tendances religieuses au cas ou vous n'auriez rien compris, le grand souci de l'influent imam Mahmoud Dicko, c'est comment sortir le Mali du gouffre? qui n'a que trop duré. Wa salam

Réelle Afrique

Mali: Attaque meurtrière ce matin entre Sévaré et Bandiagara juste à la descente la côte, 4 morts, blessés et disparus. À suivre..

DOUC INFO

Les premiers milliardaires fonctionnaires voleurs au mali sont nés sous le régime de ALPHA OUMAR

KONARÉ.
Les ministres milliardaires au MALI sont nés sous le régime de ALPHA OUMAR KONARÉ.
Voler des milliards dans la caisse de l Etat sans être puni est commencé sous le régime de ALPHA OUMAR KONARÉ.
La promotion de la médiocrité est commencée sous le régime de ALPHA OUMAR KONARÉ
La destruction des écoles publiques au profit des écoles privées est née sous le régime de Alpha OUMAR KONARE.
La destruction de notre armée républicaine est commencée sous le régime de Alpha OUMAR KONARE
Faire le gouvernement un partage de gâteaux sur la table est commencé sous le régime de Alpha OUMAR KONARE
Détruire la santé publique est commencé sous le régime de Alpha OUMAR KONARE
Politiser l'armée est commencé sous le régime de Alpha OUMAR KONARE
L arbre de l Injustice, de l impunité, du népotisme, de la mauvaise gouvernance, du favoritisme,du laisser faire.....a été planté par ALPHA OUMAR KONARE
Donc nous vivons aujourd'hui les sequelles de l ADEMA PASJ et de ses enfants qui sont les partis politiques qui sont nés par l ADEMA PASJ â cause de la mésentente de leadership.
DOUC VÉRITÉ L'ENFANT DE BOKYWERE

Activiste Tv

Mahamane Mariko, président des « Forces nouvelles »

«Le président IBK doit sortir de l'ornière et appuyer sur l'accélérateur»
Les « Forces Nouvelles » ont animé un point de presse, samedi 4 juillet, à la Maison des jeunes de Bamako. Il était animé par le président de la plateforme, Mahamane Mariko et Boubacar Boré. Le président de la plateforme a signalé que le point de presse faisait suite à celui, tenu le 16 juin 2020, au cours duquel, ils avaient appelé à une grande concertation, à savoir une Conférence nationale souveraine. Il a commencé par condamner les actes barbares perpétrés récemment à Bankass et déploré les exactions contre les Forces armées et de sécurité de notre pays. Il a aussi prié pour la libération de Soumaïla Cissé. Mahamane Mariko a indiqué qu'au début, le « M5-RFP » avait un seul point de revendication : la démission du président de la République, Ibrahim Boubacar Kéita. Si aujourd'hui, ce point est abandonné pour autre chose, a-t-il dit, l'acte est positif, car, cela explique que, dans un cadre de dialogue sincère, tout est possible. Il a expliqué que les demandes sont fortes, car, les préoccupations des Maliens sont fortes. Elles sont fonctions du marasme et de l'immobilisme. Pour lui, le président IBK doit sortir de l'ornière et appuyer sur l'accélérateur. IBK doit appeler les uns et les autres au dialogue autour des valeurs essentielles, dont la cohésion et la stabilité du pays.. Un président de la République, selon lui, ne doit pas être un homme d'orgueil quand il est dans un pays en crise.
Il a parlé d'une crise confiance, car, beaucoup de personnalités du « M 5-RFP », ne sont pas intéressés par des postes, ni par la gloire, mais par la situation du pays. Il a pris comme exemple l'Imam, Mahmoud Dicko, qui n'est pas intéressé par les suffrages. Il a félicité l'imam qui a compris que seule la grandeur de l'esprit peut nous aider à avancer. Mahmoud Dicko, a-t-il ajouté, doit être au dessus de la mêlée. Il a souhaité qu'il soit un bon arbitre. Mahamane Mariko a, aussi, lancé un appel pour l'unité de la jeunesse.
Boubacar Boré a indiqué que les « Forces nouvelles » sont une plateforme d'associations. Il a rappelé qu'ils faisaient déjà partie d'un groupement qui existait avant 2012. D'autres associations s'étaient ajoutées à ce groupement. L'avantage de la plateforme, a-t-il dit, c'est la multiplicité des idées, pour aller vers la stabilité du pays. Il a rappelé que leur groupement avait commencé un travail, mais, qu'on leur avait demandé d'arrêter. Pourtant, ils avaient averti que si le travail n'était pas complet, on se trouverait devant des problèmes, comme ceux d'aujourd'hui.
Le Journal@yonnenth

Crise politique au Mali : Ce que Macron et Idriss Deby ont dit à IBK

La crise politique au Mali aurait été l'un des sujets majeurs de discussion au sommet de Nouakchott le mardi dernier. Selon les confidences qui ont été faites par des proches de l'Elysée, cette rencontre qui a rassemblé les cinq pays de G5 Sahel (Mali, Mauritanie, Burkina-Faso, Tchad et Niger), le président français et l'Espagnol Pedro Sanchez a été une occasion de se prononcer sur la situation politique malienne. Le président Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) aurait été sévèrement critiqué par ses paires sur sa gestion de la crise politique dans son pays.

IBK aurait laissé la situation se dégrader

Le président français et Idriss Déby auraient notamment mené les discussions sur cette situation. IBK aurait laissé pourrir la situation à en croire les remontrances qui lui ont été faites. L'actuel locataire de l'Elysée n'aurait pas parfois hésité à hausser le ton lors de cette rencontre selon les diverses confidences. « Tout le monde est d'accord sur le fait qu'il faut que ça bouge à Bamako. Ça a été dit gentiment au début. Mais si les échanges restent feutrés et plein de révérence alors c'est l'immobilisme assuré. Le Président a donc parlé un peu plus fermement. », a notamment expliqué un entourage de Macron.

Les recommandations de la CEDEAO

Le président français aurait abordé ouvertement les sujets qui fâchent à Bamako et qui font descendre dans les rues des milliers de manifestants. Pour le bien des cinq pays du G5 Sahel, il a été demandé à l'actuel homme fort de Bamako de tenir compte des recommandations de la délégation de la CEDEAO. Les membres de la délégation recommandaient en effet que soit formé un gouvernement d'union nationale. La délégation demande également de mener des démarches dans le sens de comprendre la démission des membres de la Cour Constitutionnelle. Les élections contestées des tente députés seront également annulées selon les recommandations.

CMAS : Les revendications demeurent

9 points à prendre ou à laisser. IBK démissionne ou on met en place un gouvernement de transition sous un Premier ministre désigné par le M-5RFP au dessus d'un exécutif totalement détaché du président de la République, après la dissolution de l'Assemblée Nationale et le renouvellement des membres de la Cour Constitutionnelle... Tels sont entre autres, les points de l'accord cadre proposé par le M-5RFP pour la sortie de crise avant le 10 juillet. A défaut, un grand rassemblement pour une désobéissance civile. Le mercredi dernier, au siège de la CMAS, le M-5RFP a dévoilé ses conditions de sortie de crise. Elles sont au totale 9 points cochés dans un mémorandum, lu par le représentant du (FSD) au M-5, Dr. CHoguel Kokala Maïga.

Tout d'abord, sur le plan politique institutionnel, le M-5 demande la dissolution de l'Assemblée Nationale, le renouvellement intégral des membres de la Cour Constitutionnelle car pour les membres du M-5, il est démocratiquement quasi-impossible de dissoudre ladite Cour. Après la dissolution du Parlement, Ils conseillent la mise en place d'un organe législatif de transition.

A propos de la gouvernance, le M-5FRP opte pour un Premier ministre désigné par le M-5, qui mettra en place un gouvernement de transition en sa guise pour un service exécutif totalement détaché du président de la République. En plus de cela, ledit Premier ministre dans leur proposition nommera les hauts fonctionnaires administratifs, juridiques et judiciaires et de l'Armée.

Pour réussir une sortie de crise totale, le M-5RFP, après un législatif transitoire, une Cour Constitutionnelle autrement composée et un Premier ministre plein pouvoir, compte mettre en place un chronogramme issu de concertations nationales entre les forces vives de la nation.

Avant de clore par l'exigence de la libération de l'honorable Soumaïla Cissé, par la voix de Choguel K. Maïga, le M-5 augure une charte de transition conciliant les organes de transition avec la Constitution. Le tout est à laisser ou à prendre avant le 10 juillet d'où un sursaut national de désobéissance civile pacifique pour la démission du président IBK.

Koureichy Cissé

WESTERN UNION
WU SM
MONEY TRANSFER

Presse Malienne : Quand Ckeickna Takiou fait un rappel important

"L'historique de la presse malienne, née avec les luttes démocratiques (je parle de la presse privée). C'était une presse engagée, très politisée: les Échos, l'Aurore, la Roue (je me rappelle toujours ce titre: la République des escrocs et des voleurs). Les ressources humaines qualifiées faisaient défaut. Des chômeurs, sortants des écoles supérieures du Mali sont venues à la rescousse. Ils ont tenu haut la main la profession.

D'année en année, la situation se dégradait en raison des jeunes, mal formés qui y arrivent.

Résultats: des procès, conséquences de dérapages, liés au non-respect des règles éthiques et déontologiques.

Une loi a été votée à l'Assemblée Nationale portant délits de presse. Celle-ci définit aujourd'hui le journaliste comme étant un détenteur de diplôme d'une école de journalisme ou d'une maitrise d'une des écoles supérieures du Mali. C'est pour dire qu'un juriste, un géographe, un historien, un sociologue, un littéraire, peut bel et bien être journaliste, un très bon, qui pourrait dépasser ceux qui en ont reçu la formation, à condition qu'il accepte se former, se cultiver, s'approprier les règles du métier. Le journaliste informe, analyse, commente, fait des interviews et des éditos, en évitant bien sûr le mélange des genres, et en respectant les règles établies.

Avec la précarité que vivent les chômeurs, la facilité de création de journaux et de radios, la presse a été envahie. Les violations des règles éthiques et déontologique se sont multipliées.

Voilà comment le tribunal des pairs a été créé avec comme président, Samby Touré. La structure s'appelle l'ODEP.

L'orgueil des journalistes, leur manque d'humilité, leur refus de se remettre en cause, en acceptant le jugement des pairs ont eu raison de l'ODEP, mort de sa plus belle mort. Il y a eu des tentatives pour le ressusciter. En vain.

Avec l'apparition des réseaux sociaux, la situation s'est aggravée, surtout avec le déficit ou l'absence de texte en la matière pour sévir.

Aujourd'hui, il y a trop de prétentieux. Avec une connexion, un commentaire, on pense déjà être journaliste. Que non!

Le processus de traitement de l'info n'est pas généralement observé sur les réseaux sociaux. La presse fait des efforts, malgré ses faiblesses congénitales.

La presse, à l'image du pays, ne pourra pas être mieux lotie que les autres secteurs. Les règles d'éthique et de déontologie sont peu respectées dans le secteur public.

Oui pour le tribunal des pairs, mais il faudrait des préalables, des exigences, des engagements fermes de la part de la presse et des pouvoirs publics. Ainsi, comme tu l'as si bien souhaité, les bœufs seront bien gardés.

La presse est l'un des piliers de la démocratie qui fonctionne le plus au Mali, malgré son talon d'Achille qu'est le déficit de formation.

Wa Salam!"

M5-RFP : «L'assaut final populaire» prévu pour le 10 juillet si IBK refuse sa proposition de transition

De nouveaux développements dans la contestation réclamant « la démission d'IBK et de son régime ». Le M5RFP a dévoilé ce 1er juillet un mémorandum qui définit les conditions d'une transition. Le mouvement se prépare à une grande manifestation le 10 juillet partout au Mali en cas de rejet de sa proposition.

Le départ d'IBK est toujours à l'ordre du jour, selon le M5RFP. Même si le Chef de l'Etat est maintenu dans sa solution de sortie de crise, celui-ci perdrait quasiment tout son pouvoir de décision sur le pays en cas d'acceptation de l'accord politique.

Le mouvement de contestation des institutions reste ainsi dans sa dynamique d'écarter tous les dirigeants actuels de la gouvernance du Mali. Il est notamment reproché au Président et à l'ensemble du régime d'avoir instauré une gestion clanique des affaires de l'Etat.

« Le travail » pour mettre fin à cette situation « est aujourd'hui presque achevé. Ce qui reste, c'est l'assaut final pacifique, populaire, démocratique », a assuré Choguel Kokalla Maiga lors d'un point de presse ce 1er juillet.

Il affirme par ailleurs que le M5RFP s'inscrira dans une logique de désobéissance civile « si dans les meilleurs délais une suite favorable n'est pas donnée » à son mémorandum.

Ainsi, le mouvement entend organiser une grande sortie le vendredi 10 juillet sur l'ensemble du territoire pour « imposer la volonté du peuple ». Outre les rassemblements, le M5RFP compte prendre « le contrôle pacifique et démocratique de tous les lieux où l'autorité est exercée de façon antidémocratique, illégitime au nom du peuple malien ».

L'imam Mahmoud Dicko : " IBK m'a proposé des départements ministériels et autres privilèges"

A la demande des familles Fondatrices, Le Sheickh, le très respecté et éclairé Imam Mahmoud Dicko accompagné de ses collaborateurs leur a rendu une visite d'échanges.
Il leur a dit, je cite: « j'ai rencontré le Président de la République, Ibrahim Boubacar KEITA (IBK) dès son retour de Nouakchott. IBK m'a demandé d'abandonner la lutte, de quitter le M5-RFP. Et il m'a proposé des départements ministériels et autres privilèges.
J'ai refusé en lui disant qu'il ne s'agit pas d'une question de départements ministériels ou de privilèges. Je ne suis ni intéressé par des postes ministériels ni de privilèges : je resterai Imam. Il s'agit de la vie de la Nation. Il s'agit du Mali.

IBK m'a dit que c'est par estime pour moi (Imam) qu'il n'a pas encore formé son Gouvernement et non parce que le M5-RFP fait des manifestations ».
En termes clairs, IBK n'a toujours pas compris son Peuple.

Source: CMAS

Infidélité : Une judokate bat et casse le bras de son mari

Le président des maris battus, le comédien Charles Foster a un sérieux cas à résoudre. Et pour cause, une judokate, S.N, a sévèrement tabassé son époux infidèle A.D. et lui a cassé le bras.
La dame a vu rouge, quand elle a découvert sur la messagerie whatsApp du téléphone de son mari, des photos compromettantes et ultra sexy de sa voisine d'immeuble. Après la sévère correction administrée à son homme infidèle, la judokate a tout bonnement plié bagages avant de rentrer chez ses parents.

FOFY® INDUSTRIES

L'équipementier de votre maison

CUVES

MALISADIO

Santé · Sécurité · Economie

Crise scolaire : Enfin, une solution durable

Les syndicats signataires de l'Education du 16 octobre 2016 ont organisé un meeting d'information, le samedi 4 juillet 2020, au Pavillon des sports du Stade Modibo Keita. L'objectif recherché par ce rassemblement était de faire la restitution de la lutte enclenchée, depuis mi-décembre 2019, pour l'application de l'article 39 de leur statut.

Il faut noter que ce meeting était synchronisé sur l'ensemble du territoire du Mali. Les enseignants sont sortis massivement pour répondre à l'appel de leurs leaders syndicaux. Une façon pour eux de magnifier leur reconnaissance à leur directoire pour l'application de l'Article 39 qui a fait couler beaucoup de salives et d'encres. Dans un document reparti en 4 volets, ils ont fait le tour d'horizon de toutes les étapes qui ont conduit à la signature du procès de conciliation et à l'élaboration de l'avant-projet de grilles.

Le contenu des deux premières parties a été livré par Amadou Coulibaly, Secrétaire général du Syndicat National de l'Education de Base. A l'en croire, après une longue traversée du désert, parsemée parfois d'embuches, le Président de la République, Ibrahim Boubacar Keita, est sorti de son silence pour sonner la fin de la partie, le mardi 16 juin 2020, lors de la rencontre avec les forces vives de la nation. Il a affirmé qu'il a décidé de l'application immédiate, pleine et complète de l'article 39. Ainsi, après, les deux parties se sont retrouvées, le mercredi 17 juin 2020, dans la salle Bakary Traoré du Ministère de l'Education, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique pour la signature d'un procès-verbal. Ce procès-verbal détermine le plafond de la catégorie A et les modalités de paiement des rappels. Les deux parties ont convenu de fixer la date d'application de cet accord sur le salaire du mois d'août 2020, avec le rappel des arriérés de 2020. Toutefois, en cas de retard, le paiement interviendra sur celui du mois de septembre. En ce qui concerne les arriérés de 2019, le paiement interviendra un mois après l'alignement ou au plus tard celui qui suivra ce dernier. C'est à la suite de cela qu'une commission d'élaboration des avant-projets de grilles a été mise en place pour parachever le reste du processus technique. Ce travail d'expert a donné les résultats suivants pour compter du 1er janvier 2019 : catégorie A, indice plancher 418, indice plafond 1267, catégorie B2, indice plancher 329, indice plafond 867, catégorie B1, indice plancher 299 ; indice plafond 753, catégorie C, indice plancher 281, indice plafond 645.

Grille à compter du 1er janvier 2021 : catégorie A, indice plancher 456, indice plafond 1382 ; catégorie B2, indice plancher 359, indice plafond 945 ; catégorie B1, indice plancher 326, indice plafond 821, catégorie C, indice plancher 306, indice plafond 704.

Les procédures en cours

Selon Sambou Diadié Fofana, Secrétaire général du SYNESEC, depuis la fin des travaux de la commission d'élaboration des grilles, la question qui est sur toutes les lèvres est de savoir la suite du processus relatif au projet de grilles. Ainsi, il est important de rappeler que c'est un projet de loi portant modification à l'annexe de la loi N° 2018-007 du 16 janvier 2018 du Statut du personnel enseignant de l'Enseignement secondaire, de l'Enseignement fondamental et de l'Education préscolaire et spéciale. Le projet de loi portant modification doit suivre toute une procédure, il s'agit, entre autres, de la réunion interministérielle, de l'adoption par le gouvernement, de l'adoption à l'Assemblée Nationale et la promulgation par le Président de la République. Sur cette question, les membres du directoire ont rassuré leurs militants qu'ils vont suivre toute la procédure pour éviter un manquement dans la mise en œuvre du procès-verbal de conciliation.

Appel au sens du devoir

Ousmane Almoudou Touré, Secrétaire général du SYNEFCT, dans ses propos, a indiqué que les membres du directoire ne pouvaient pas se passer de cet exercice. « **Vous savez, quand vous êtes secrétaire général, cela veut dire que vous êtes mandataire d'un groupe et que vous engagez, en toute responsabilité, des militants dans un mouvement de lutte. A chaque étape d'une lutte, il est important de venir faire la restitution. Après avoir conduit un mouvement de lutte pendant près de 7 mois et ayant aussi obtenu un accord sur l'application de l'article 39, nous avons jugé nécessaire d'organiser ce meeting à travers le territoire national pour les remercier, parce que ce n'était pas évident que malgré les difficultés vécues, ils tiennent. Toute la communication gouvernementale était destinée aux militants pour créer un fossé entre eux et les responsables syndicaux. Dès lors que les militants ont pu supporter tous ces coups, c'était un devoir pour nous de venir faire la restitution de ce sur quoi nous sommes tombés d'accord avec le gouvernement. En tout cas, nous ferons en sorte que les délais sur lesquels nous sommes convenus avec le gouvernement soient respectés** », a-t-il laissé entendre.

Enfin, les membres du directoire ont invité les enseignants à plus de rigueur dans le travail, après l'obtention de l'application de l'article 39 qui pose les jalons de l'amélioration des conditions de vie et de travail du personnel et la valorisation du corps enseignant.

Ibrahim Sanogo

Promotion de l'Entreprenariat Jeunes : 150 millions pour 500 micros entreprises

Dans le cadre du volet Entreprenariat des Jeunes non diplômés du PROCEJ, vague 4, le Premier ministre, Dr Boubou Cissé, a présidé, le jeudi 2 juillet 2020, la cérémonie de remise de fonds complémentaires à 500 micro-entreprises fragiles.

Pour absorber le chômage des jeunes et promouvoir l'entreprenariat des jeunes, les autorités maliennes ont initié plusieurs actions allant dans ce sens. La jeunesse est le fer de lance de tout développement. La remise d'un chèque géant à 500 micros entreprises s'inscrit dans ce cadre.

Dans le cadre de la mise en œuvre du volet entreprenariat des jeunes non scolarisés ou faiblement scolarisés du projet de développement des compétences et Emploi des jeunes, il était attendu de l'APEJ la formation de 10 000 jeunes en entreprenariat niveau 1 dont au moins 40% de femmes. Le 2ème niveau de formation concernait 60% de ces 10 000 jeunes du niveau 1 et était axé sur une formation approfondie en entreprenariat et à leur encadrement pour l'élaboration de plans d'affaires simplifiés.

A la faveur de la revue à mi-parcours du PROCEJ, il a été ainsi décidé, par nos partenaires de la Banque Mondiale, d'octroyer de nouvelles ressources à l'APEJ. C'est dans ce cadre qu'une partie de ces ressources additionnelles, soit 150 millions, a été allouée pour l'accompagnement des micros-entreprises fragiles portées principalement par des femmes et des personnes handicapées.

Le Directeur Général de l'Agence pour la Promotion et l'Emploi des Jeunes (APEJ), Yaya Dao, a fait un exposé pour expliquer le bien fondé du projet et les critères de sélection des 500 micros entreprises fragiles, à raison de 300 000 FCFA par entreprise. L'APEJ est un établissement public à caractère administratif, créé en Aout 2003. Il est placé sous la tutelle du Ministère de l'Emploi. Il a pour mission de concourir à la création d'emplois pour les jeunes en milieux urbain et rural, notamment en facilitant leur accès au marché du travail et au crédit. Le groupe cible de l'APEJ est donc constitué de jeunes (hommes et femmes) âgés de 15 à 40 ans, y compris ceux de la diaspora.

Les 500 micros entreprises ont été sélectionnées selon un processus rigoureux et transparent, avec des critères précis. En effet, l'APEJ a mis en place une commission en date du 6 mars 2020 comprenant les représentants du Conseil national du patronat du Mali et de la Chambre de commerce et d'industrie du Mali, afin d'apporter leurs contributions et expertise pour le choix des entreprises.

Les critères de sélection dévoilés

En outre, il dira que les critères de sélection étaient principalement articulés autour de : Etre âgé de 35 ans au plus au 31 décembre 2015, être en activité, ne pas être dans une situation de changement d'activités, évoluer dans l'un des secteurs prioritaires du PROCEJ, avoir un niveau d'engagement jugé satisfaisant pour faire face aux défis de l'entreprenariat, s'engager à utiliser l'appui complémentaire exclusivement dans les besoins identifiés avec l'APEJ pour le développement de la micro entreprise, n'avoir pas bénéficié d'un autre concours financier depuis la création de la micro entreprise.

Le Premier ministre, Dr Boubou Cissé, à l'entame de ses propos, a remercié l'Agence pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes pour tout le travail qu'il est en train de faire pour absorber le chômage dans notre pays. Il a félicité toutes les structures de l'Etat et l'ensemble des partenaires qui concourent à l'amélioration de l'employabilité des jeunes. Le PM a précisé

que le taux de croissance de la population malienne figure parmi les plus bas de la sous-région. Les citoyens sont aussi majoritairement jeunes, voire très jeunes. 53% d'un peu plus de 20 millions de Maliens ont moins de 18 ans. Selon la projection, il en ressort que la structure et la dynamique de la population pourrait être à l'origine d'une véritable bombe démographique si des mesures politiques ne sont pas mises en œuvre. Il urge d'investir dans notre jeunesse. Fort de ce constat, le Président de la République a hissé, au rang des priorités, l'épanouissement, la formation, l'emploi et l'entreprenariat des jeunes.

La volonté du gouvernement pour booster le secteur de l'entreprenariat jeunes

Aux dires du Premier ministre, le Président de la République a également instruit au gouvernement de créer les conditions pour améliorer l'employabilité des jeunes et favoriser leur insertion socioprofessionnelle. Dans le cadre de la mise en œuvre des instructions données par le Chef d'Etat, le gouvernement du Mali, en partenariat avec le bureau de la Banque mondiale, a décidé de se tenir aux cotés de nos jeunes entrepreneurs, en l'occurrence ceux déscolarisés, en apportant le concours financier nécessaire à la pérennisation de leur emploi.
Aussi, le PM a indiqué que cet appui d'un total de 150 millions et destiné à soutenir 500 micro-entreprises sélectionnées, vient à point nommé. De ce fait, il est aussi comme une réponse complémentaire aux mesures de riposte économique et sociale mises en place par le gouvernement pour atténuer les méfaits de cette pandémie sur la vie de nos concitoyens.
Le Premier ministre, Dr Boubou Cissé, les a appelés au sens de la responsabilité pour que leur succès inspire l'ensemble de la jeunesse malienne et encourage les partenaires techniques et financiers à accompagner le gouvernement du Mali dans l'appui à d'autres jeunes.

Ibrahim Sanogo

Cantine scolaire de Gouana : Où sont partis les vivres destinés aux enfants ?

Ce qui s'est passé à la Mairie de Kalabancoro relève du vrai banditisme financier. Le Maire par intérim, Hamala Sidibé a utilisé deux fournisseurs pour passer un marché d'achat de denrées alimentaires destinées à la cantine de Gouana. Par la suite, la majeure partie des vivres a disparu. Le préjudice est estimé à plusieurs millions de F CFA.

Les faits

En pleine suspension des cours pour cause de Covid-19, le maire par intérim, M. Sidibé, a mis en exécution un schéma dans lequel seuls les plus attentionnés peuvent se retrouver. En l'absence du maire principal, commença à la Mairie, le festival des brigands. M. Sidibé et son complice ont fait sortir des tiroirs un dossier d'achat de vivres destinés à la cantine scolaire du village de Gouana.
Pour mieux brouiller les pistes, le maire par intérim a mentionné sur tous les documents : "achats des denrées alimentaires pour les

cantines scolaires de la commune rurale de Kalabancoro", or en réalité, l'achat ne concerne qu'une seule école d'un village : l'école publique de Gouana. Les ressources sont mobilisées en vue de l'achat des vivres pour les 1er 2e cycle A et B soit un montant de 13 735 727 F CFA financé sur fonds propre de la mairie. Nous sommes le 30 mars 2020.

Le marché est attribué à deux fournisseurs : "Commerce général Cheick Hamala Traoré et Nima Distribution SARL". Premier péché : Le maire par intérim a fractionné l'unique marché en deux lots pour mieux "profiter".

Le Lot 1 est confié au Commerce général Cheick Hamala Traoré. Le montant de sa prestation s'élève à 7 684 960 F CFA. Suivant le Bon de commande numéro 12, l'entreprise commerce Cheick Traoré a livré 10 tonnes de mil, (1 500 000 F CFA), 10 tonnes de riz gambiaka, (5 000 000 F CFA), 1 tonne de maïs (175 000 F CFA), 6 sacs d'oignons de 25 kg (75 000 F CFA), 20 boites de tomates concentrés (150 000 F CFA), 10 sacs de l'ail de 25 kg (240 000F CFA), 5 sac de Soumbala (175 000), 10 cartons de cube Maggi (30 000 F CFA), 5 bidons d'huile Dinor 20 litres (100 000 F CFA), 2 tonnes de sel (50 000), 5 sacs de poivres (175 000 F CFA), 2 sacs de piment (14 960).

Dans la même foulée, il attribue le second (lot 2) à l'entreprise "Nima Distribution", basée à... Nara pour un montant de 5 697 357 F CFA. Pour ce second lot, le fournisseur a livré 8 tonnes de mil à 1 240 000 F soit 155 000 F le prix d'une tonne. Les 8 tonnes de riz gambiaka ont coûté 4 millions F CFA soit 500 000 F la tonne. Quant à la tonne de maïs, elle a couté 166 357 F CFA, les deux sacs d'oignons de 25 kg ont été achetés à 30 000 F CFA, les 6 boites de tomates concentrées ont coûté 105 000 F CFA soit 17 500 F CFA par l'unité. Et enfin, les 6 sacs de l'aile de 25 kg sont allés à 156 000 F CFA soit 26 par sac.

Il faut dire que les deux lots ont été réceptionnés le même jour (le 2 avril 2020) sans qu'aucune réception officielle ne soit organisée.

La réception a été faite, d'après nos informations que sur papier. C'est pourquoi, peut-on voir la signature des membres de la Commission de réception.

Approché par nos soins, certains ont laissé entendre qu'ils ont paraphé le bordereau de réception parce que le 2e adjoint au maire le leur a demandé "afin que les fournisseurs puissent rentrer en possession de leur argent".

"Je n'ai jamais été témoin d'une réception de vivres. J'ai été témoin des seuls vivres et ustensiles qu'on a amené à Gouana, pas plus", a affirmé un des présidents de ladite cantine scolaire.

Après cette phase, le maire par intérim a mis en exécution la 2e phase de son plan qui a consisté à soustraire une quantité importante de vivres des magasins. La destination n'est pas encore connue. Lors de notre passage à la mairie, aucun conseiller n'a été capable de nous dire le chemin qu'ont pris ces vivres.

A la reprise des cours le 2 juin 2020, quelques vivres ont été acheminés à Gouana par les soins de la mairie. Sur place, la réception a été faite par les responsables du Comité de gestion scolaire (CGS). Tenez-vous bien ! Pour les deux commandes, le CGS, n'a reçu que 4 tonnes de riz gambiaka, 6 sacs de l'ail, 15 pots de patte d'arachide, 45 paquets de cube magie, 30 cartons de tomates concentrés, 60 sacs de macaroni spaghetti, 60 sacs de macaroni gros grain, 60 bidons d'huile dinor 20 litres, 3 cuves en plastiques de 60 litres, 90 plastiques pour les plats, 3 couscoussiers, 3 louches en aluminium, 3 marmites de 30 kg, 3 marmites de 50 kg, du sel. A ceux-ci s'ajoute le prix de condiment qui s'élève à 400 000 F CFA. Aucune similitude entre le bordereau de réception à Gouana et celui délivré par les fournisseurs.

C'est lors de la réception des vivres à Gouana que le pot aux roses a été découvert. Beaucoup de produits qui ont été livrés suivant les bons de commandes ne figurent nullement dans le bordereau de livraison à la cantine.

A titre d'exemple, pour le marché effectué par "Nima Distribution", ce sont 8 tonnes de mil (1 240 000 F), 4 tonnes de riz gambiaka sur les 8 commandées (250 000 F), l'unique tonne de maïs (166 357 F) les deux sacs d'oignon de 25 Kg (30 000 F) ont disparu des radars.

Sur la liste de la commande de Commerce Général Cheick Hamalla Traoré, 10 tonnes de mil d'une valeur de 1 500 000 F CFA, 10 tonnes de riz gambiaka s'élevant à 5 millions F CFA, une tonne de maïs à 175 000 F CFA, 4 sacs de l'ail (sur les 10 livrés), 5 sacs de soumbala (175 000 F), 5 sacs de poivrons (175 000 F) ne figurent pas dans le bordereau de livraison des vivres aux cantines, autrement ils n'ont pas été retrouvés dans le décompte final.

En sommes, ce sont plusieurs millions de F CFA de vivres destinés à la cantine de Gouana qui ont disparu

Face à cette situation rocambolesque, l'on est en droit de se demander où le maire par intérim M. Sidibé a pu les amener ? A Gouana, cette disparition de vivres de la cantine est sur toutes les lèvres. Les populations veulent que l'ancien maire par intérim leur donne des explications sur ce qu'il a fait réellement de la gestion des 13 millions de F CFA et témoigner devant le tribunal de l'histoire. Le même maire par intérim est beaucoup cité dans la mauvaise gestion de tonnes de vivres mises à la disposition par l'Etat du Mali dans le cadre de la Coronavirus.

Ibrahim Diallo

S.O.S pour le plateau Dogon : L'intriguant silence de l'Etat face à l'horreur !

Partout dans le plateau dogon, particulièrement à Bankass, on fait désormais chaque jour des bilans macabres du fait d'attaques djihadistes ou communautaires contre telle ou telle composantes ethniques ou villages. Rien que la semaine dernière, on a compté plus de 36 civils innocents tués, des villages mis à feu et à sang, avec son corollaire de déplacement forcé pour de pauvres habitants complètement déprimés sous le choc et dépouillés de tout, jusqu'au minimum vital !
Face à ce tableau macabre, on entend très peu l'Etat du Mali, comme si quelque part, on avait décidé d'abandonner aussi bien ces villages meurtris ainsi que les citoyens maliens qui y vivent à leur propre sort ! Nous l'avons toujours souligné, la situation sécuritaire s'est dangereusement dégradée dans le centre et particulièrement sur le plateau dogon, avec des dizaines de villages attaqués, pillés et incendiés ; des morts par centaines, d'importants dégâts matériels et des milliers de personnes déplacées...
En d'autres termes, il y a aujourd'hui sur le plateau des villages qui sont comme complètement rayés de la carte du Mali. Pourtant, ce n'est pas faute d'avoir alerté qu'on assiste impuissant à cet holocauste qui s'y déroule ! En effet, les associations peulhs et dogons, les peulhs et dogons résidant à Bamako, les villageois qui vivent dans ce chaos devenu quasi-permanent ont toujours lancé des messages d'alerte et de détresse ! Ils ont tant crié et alerté qu'ils ont fini par perdre toute leur voix! A ces messages de détresse, il est malheureux de constater une sorte d'autisme de la part des autorités maliennes. Comme si quelque part, elles n'étaient finalement sensibles et attentionnées par des tueries de masse visant les civils, genre de ce qui s'est passé à Sobané-Da et par deux fois à Ogossagou ! Pourtant, on ne le dira pas assez, la responsabilité de l'Etat dans ces tueries quasi-permanentes de populations civiles dans le pays dogon est pleine et entière.
En effet, toutes ces attaques ont eu lieu parce que l'Etat est absent, parce que l'armée est absente dans ces localités en passe de devenir de sanctuaires pour djihadistes ou milices communautaires. Et les quelques dignes fils du pays dogon déterminés et engagés à en découdre avec les forces du mal, sont souvent combattus !
N'est-ce pas que tout cela est troublant et intriguant ? A qui profite le crime ? L'Etat prendra-t-il sa responsabilité pour que cesse cette injustice sur fond de massacres humains à l'égard d'une partie intégrante du territoire malien ? C'est ce que les maliens attendent de lui, c'est ce que le monde, qui nous observe, attend de lui !

Yama DIALLO

Gouvernance du pays : La diaspora réclame des postes

Le Conseil Supérieur de la Diaspora Malienne (CSDM) a demandé, lors d'un point de presse, que des postes de nouveaux ministres soient attribués aux Maliens effectivement établis à l'étranger mais aussi 10% des sièges de la future Assemblée Nationale ou au sein d'une Assemblée Constituante si celle-ci est créée.

Depuis le début, le 11 juin 2020, le Président de la République, Ibrahim Boubacar Keita, a reconduit le Premier ministre Boubou Cissé, avec comme première mission de former un gouvernement d'union nationale et de large ouverture, mais restreint à vingt-cinq ministres, selon les résolutions du Dialogue National Inclusif, a souligné, le vendredi 3 juillet, le Vice-président du CSDM, Cheick Sadio.

A cet effet, depuis quelques jours, la société civile, les partis politiques du Mali, dira-t-il, sont en concertation dans le but de former un gouvernement représentatif de toutes les tendances et toutes les sensibilités du pays.

Après les élections présidentielles de 2018, a-t-il rappelé, le Conseil Supérieur de la Diaspora Malienne a largement contribué à la décrispation du climat politique dans notre pays en négociant entre la majorité et l'opposition. En attestent les visites de remerciement dans les locaux de Soumaïla Cissé (URD), Modibo Sidibé (FARE) ou Oumar Mariko (SADI).

Suite à notre apport inestimable lors des phases décentralisées du dialogue national inclusif dans les vingt-six pays choisis par les autorités maliennes et pendant la phase finale des travaux à Bamako, le ministre des Réformes de l'Etat, des Relations avec la Société Civile, Amadou Thiam, a aussi rendu visite au CSDM pour le remercier de son implication, a-t-il souvenu.

En outre, le Vice-président déplore les dernières élections législatives et la mise en place des instances de l'Assemblée Nationale qui ont suscité un mécontentement général des Maliens avec comme corollaire les manifestations des 5 et 19 juin 2020. Agissant dans le cadre du Conseil National de la Société Civile, selon le communiqué, le président du CSDM, Chérif Mohamed Haïdara, a entrepris des démarches auprès des autorités coutumières et religieuses, la CMAS de l'Imam Mahmoud Dicko et le pouvoir exécutif en proposant des pistes de sortie de crise, dans le consensus.

Après notre lettre du 17 juin 2020, ayant pour objet la demande de nomination des ministres issus de la diaspora, adressée au Président de la République :

Considérant l'intérêt et le concours des Maliens de la diaspora à la recherche de solutions aux problèmes et l'attachement indéfectible des Maliens de la diaspora à l'intégrité territoriale du Mali,

Considérant les nombreuses mobilisations de la diaspora pour la patrie, depuis le début de la crise multidimensionnelle de 2012 à nos jours,

Considérant les différents messages émis par la diaspora à l'occasion des mobilisations en cours,

Considérant qu'un malien sur trois réside à l'étranger avec des problématiques particulières,

Le CSDM demande que de nouveaux ministres soient issus des Maliens effectivement établis à l'étranger mais réclament aussi 10% des sièges de la future Assemblée Nationale ou d'une Assemblée Constituante si celle-ci est créée.

La diaspora malienne regorge de talents, de compétences, d'hommes et de femmes intègres pour emmener le Mali vers la paix, la stabilité et faire enfin de notre patrie un pays émergent dans le concert des Nations, a assuré Cheick Sadio.

Le militants et sympathisants du CSDM et l'ensemble des Maliens établis à l'étranger demeurent convaincus que le Mali se construira différemment sans sa diaspora dont les poids numérique et économique constituent de réels atouts pour notre pays, a conclu le Vice-président du CSDM.

Ibrahim Sanogo

Suspension du mot d'ordre de ''démission d'IBK'', nouvelles revendications du M5 : L'Imam Mahmoud Dicko dit tout !

Dans une interview audio réalisée par Issa Kaou N'djim au nom des radios Nièta et Dambé, le responsable moral du Mouvement du 5 juin-Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP), l'imam Mahmoud Dicko, a tout dit sur les raisons de la suspension du point concernant la démission du président de la République dans leurs revendications. Aussi a-t-il précisé qu'ils n'abandonneront jamais leur combat sans l'atteinte de leur objectif : le changement dans la gouvernance au Mali.

Issa Kaou N'djim : Imam, les rumeurs sont nombreuses après les deux rassemblements du M5-RFP. Avez-vous abandonné vos revendications ? Avez-vous quelque chose à dire à vos militants ?

Imam Mahmoud Dicko : après deux sorties, tout le monde, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, est mobilisé pour la médiation. Nous sommes un grand pays, un pays de dignité, de dialogue. Nous n'avons pas abandonné nos revendications, nous n'avons pas abandonné notre combat. Mais nous sommes sages. Moi qui suis devant ce mouvement, je suis un imam. J'ai présidé le Haut conseil islamique durant 11 ans et j'ai été, environ 20 ans, secrétaire général de l'AMIPI. J'ai travaillé dans la médiation durant tous ces temps. Aujourd'hui, ce sont des gens qui nous ont démarchés pour nous proposer le dialogue. En plus de ces médiateurs nationaux, les missionnaires de la CEDEAO sont venus ici pour nous parler. Les différents Présidents ont intervenu. Nous ne pouvons pas ne pas les écouter.

IBK n'est pas un étranger au Mali. Il a participé à tous les régimes depuis l'avènement de la démocratie au Mali. Sous Alpha, il a été Premier ministre pendant six ans. Sous ATT, il a été président de l'Assemblée nationale pendant 5 ans. Et il est en tête de ce pays depuis 7 ans. Le Mali lui a tout donné. Depuis qu'il est au pouvoir, nous l'avons toujours parlé, conseillé, critiqué, mais il ne peut pas. Les difficultés sont énormes et c'est l'existence du pays qui est en danger.

En 1968, c'est le pouvoir de Modibo Keita qui est tombé, mais rien n'est arrivé au Mali. En 1991, le régime de Moussa Traoré est tombé, mais le Mali est resté. Après les évènements de 2012, on a pu signer l'Accord de Ouagadougou grâce auquel les élections présidentielles de 2013 ont pu être tenues. Après son élection, IBK a mis de côté cet accord en disant qu'il va, lui-même, chercher la solution. C'est en cherchant cette solution que le pays est tombé en 2014. Quand tout le pays est tombé, on a oublié Kidal, le centre du pays est invivable à cause des conflits intercommunautaires. Dans la région de Kayes, ce sont des anciennes pratiques bannies par la République et la démocratie qui refont surface. Tous ces maux s'expliquent par le fait que le pouvoir est tombé. Pis le pays est aussi sur le point de tomber. C'est l'existence même de la nation qui est en jeux. Donc notre combat est pour le Mali et nous ne l'avons pas abandonné.

Le M5-RFP avait demandé la démission du président de la République et de tout son régime. La revendication concernant le chef de l'État n'est plus votre objectif principal et vous dites que vous n'avez pas abandonné vos revendications. Comment ?

Nous n'avons pas abandonné nos revendications. Je ne suis pas syndicaliste encore moins politique. Je suis un imam. Ce statut d'imam m'oblige à écouter ceux qui nous démarchent pour le dialogue. Nous leur avons donc écouté et leur avons dit que là où nous pouvons faciliter, c'est le point concernant le président de la République, puisque c'est sur ce point qu'ont insisté les médiateurs. Mais là aussi, il faudrait que toutes nos autres revendications qui lui seront soumises soient appliquées. Si cela est fait, on acceptera pour l'intérêt du Mali. Mais dans le cas échéant, notre combat continuera.

Vos revendications sont, entre autres, la dissolution immédiate de l'Assemblée nationale ; la mise en place d'un Organe législatif de transition ; le renouvellement intégral des membres à la Cour constitutionnelle ; la mise en place d'un gouvernement de Transition avec un Premier ministre plein pouvoir... Et si le président ne respectait pas ses engagements ?

La promesse qu'il prendra sera faite devant tout le peuple malien et la communauté internationale. S'il ne respecte pas, les médiateurs seront témoins. Il (IBK) sera aussi responsable de ce qui se passera s'il ne respecte pas ses engagements. Ce qui est sûr, je ne mettrai pas du feu dans ce pays.
Ce que je voudrais que tous nos partisans retiennent est que nous n'avons pas changé, nous n'allons pas changer. Notre objectif, c'est de faire changer la gouvernance dans ce pays et nous allons y arriver s'il plait à Dieu.

Votre dernier mot

J'invite les Maliens à rester mobilisés. Nous allons travailler avec sagesse. Nous devons écouter les médiateurs, mais nous allons continuer à nous battre avec sagesse jusqu'au résultat final. Nous n'avons aucun agenda, sauf celui du Mali.

Interview transcrite par Boureima Guindo

Le Mali, l'homme malade du Sahel

Les tensions sociales et politiques actuelles illustrent bien cette souffrance. Face à l'épreuve commune du terrorisme et de la mal gouvernance, le Mali montre le visage de l'agonie. Pourtant, la situation géopolitique n'est pas pire qu'au Niger ou au Burkina-Faso, tous pays membres du G5 Sahel. A coup sûr, les choix politiques de nos voisins ont peut-être été meilleurs que les nôtres. Il n'est donc pas étonnant de voir qu'une motion de censure populaire se déclenche pour demander la démission du président Ibrahim Boubacar Keita, IBK.
Cette censure populaire est incarnée par le M5-RFP, Mouvement du 5 juin Rassemblement des Forces Patriotiques, dont l'autorité morale est l'imam Mahmoud Dicko.

Ce mouvement semble savoir comment parler au peuple

Dans un possible "accord politique" entre la majorité présidentielle et le M5-RFP, le futur attelage gouvernemental ne devra pas commettre les mêmes erreurs que le tandem IBK-Cissé.
D'abord, ils ont joué avec le feu en refusant d'appliquer l'article 39 à propos de la majoration des rémunérations des enseignants.

Première erreur politique.

Ce n'est qu'après deux ans et demi, après le vote de la loi n°2018-007 du 16 janvier 2018, qu'IBK corrige l'erreur en accordant l'application de l'article 39 lors de sa dernière adresse à la nation en juin 2020.
C'était trop tard, et perçu comme du dédain par une partie de la population et en particulier du corps enseignant.
Ensuite, au lieu d'écouter et d'entendre les demandes sociales, le tandem IBK Cissé n'a cessé de varier de cap au gré des prescriptions des spécialistes.
Certes, l'écoute des spécialistes est importante pour la prise de décision, mais elle ne doit pas aveugler l'exécutif sur l'importance du lien à garder avec la réalité quotidienne : crises scolaire, sanitaire ou sécuritaire.

Deuxième erreur politique.

Le fossé entre le peuple et l'exécutif se creuse.
C'est aussi une des origines de la colère du M5- RFP.

La colère des manifestations du M5-RFP sur la Place de l'Indépendance peut aussi être analysée comme celle du rejet de l'élite politique dans sa globalité.
Elle est exacerbée par les tensions du quotidien: coupures d'électricité ou d'eau, crimina-

lité sur les routes ou encore cette insécurité permanente contre laquelle on est devenu impuissant...
Rien n'a été fait avant 2012 et, malheureusement, rien n'est fait aujourd'hui.
Enfin, la question du retour effectif de Kidal dans le giron malien n'a pas été clairement traitée par l'exécutif.

Troisième erreur politique.

La liste peut être longue

Or, la stabilité du Mali et du Sahel sont indissociables du retour de Kidal au sein de sa mère patrie (Amara : 2019).
Au sujet de Kidal et du Centre, une rencontre avec l'ensemble des partenaires doit être tenue pour débattre de manière constructive et lucide sur les possibilités d'optimiser la politique sécuritaire, la place des populations locales, et surtout la réconciliation des communautés.
Parce qu'un simple retour des autorités administratives maliennes dans ces régions ne suffit pas pour décanter la situation à cause de sa complexité et de ses racines profondes.
Nul doute que le contexte actuel de Coronavirus chatouille les mouvements sociaux, mais de plus en plus les Maliens refusent le manque de résultatsconcrets de l'exécutif contre l'insécurité ou la corruption, serpent de mer de la mal gouvernance.
Depuis la proclamation des résultats définitifs fin avril 2020 par la Cour constitutionnelle, le Mali est complètement déchiré.
Les fractures sont importantes entre ceux qui sont élus et ceux qui ne le sont pas, entre ceux qui gouvernement et ceux qui ne gouvernent pas, entre ceux qui sont protégés et ceux qui ne le sont pas, entre ceux qui sont inclus et ceux qui sont exclus.
Ce faisant, le Mali doit tout refonder pour retrouver la paix et la cohésion sociale, et peut-être jouer un rôle moteur dans la future Task Force Takuba du contreterrorisme dans le Sahel.
Des réformes doivent être menées. A cause de leurs inégalités fondamentales et structurelles, les différents régimes et systèmes doivent être reformés, car jusque-là, ils n'ont su créer ni une autorité politique, ni une puissance étatique, ni fabriquer un citoyen malien libre et républicain.
Par exemple, le régime constitutionnel, chancelant, cible des critiques actuelles, doit être réformé.
Aussi bien le système électoral que le régime parlementaire, discrédités à tort ou à raison, doivent être refondés.
Les systèmes éducatif, sanitaire et social doivent être innovés.
Ces différentes réformes doivent s'inscrire dans une vision à long terme.
Reformer, c'est une responsabilité générationnelle devant l'histoire que chacun d'entre nous doit assumer.
Reformer, c'est aussi innover pour agir par les moyens légaux et démocratiques sur les problèmes actuels, pas pour nous, mais pour les générations à venir.
Un des défis majeurs de ces réformes, c'est de sortir du mensonge et de l'impuissance dont nous sommes les principaux auteurs au quotidien.
Or, pour cheminer vers une liberté de conscience ou de cultes, il faudra pour commencer se libérer du poids social. Bien sûr dans le respect mutuel.

Dr Mohamed AMARA, Sociologue, Lyon, France

Décrispation du climat socio-politique : Le président IBK multiplie les rencontres

Dans le cadre de la décrispation du climat social très tendu, le Président de la République a décidé de rencontrer, le samedi 4 juillet 2020, l'imam Mahmoud Dicko, autorité morale du Mouvement du 5 juin-Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP).

Après les remontrances contre son régime, le Président IBK semble prendre le taureau par les cornes. Ses rencontres avec l'imam Mahmoud Dicko, les partis de la majorité présidentielle et les responsables du Mouvement du 5 juin - Rassemblement des Forces Patriotiques s'inscrivent dans une volonté affichée de tentative de nivèlement du fossé existant.

La rencontre du samedi dernier avec l'imam Dicko leur a permis de se dire certaines vérités sur la vie de notre pays. Selon les indiscrétions, les deux personnalités ont échangé sur les voies et moyens de sortie de crise. Visiblement, les lignes ont considérablement bougé.

« **La situation est telle que nous sommes obligés de faire de part et d'autres, de chercher des solutions pour une sortie honorable de cette crise dans laquelle, le pays est plongé. Je suis venu, on a parlé de tout ce qui concerne cette crise que traverse notre pays de façon générale. Je pense qu'avec la volonté, de toutes les parties concernées, nous allons Inchallah trouver la solution. Mon rôle d'imam, je l'ai dit, m'oblige vraiment à être quelqu'un qui considère toujours la paix comme étant pour moi l'essentiel ; la paix dans notre pays, la paix dans la sous-région, la paix dans le monde. Je pense que chacun doit faire violence sur soi pour qu'aujourd'hui, nous puissions nous parler, se dire les vérités mais que ça soit dans le respect, dans la courtoisie entre nous, comme cela a toujours été dans la vie et au quotidien**», a dit à sa sortie d'audience, l'imam Dicko.

Dans le même registre de décrispation du climat social, le président IBK a également rencontré les partis de la majorité présidentielle pour leur faire part de sa nouvelle lecture de la crise socio-politique du pays. Sans être dans les secrets des dieux, on peut légitimement se demander si cette crise sera dernière nous ou si au contraire, elle va prendre une nouvelle ampleur.

Ibrahim Sanogo

Unité d'action au sein du M5-RFP : La fissure résorbée

Le M5-RFP se fissurerait-il aujourd'hui ? Une seule certitude : un membre pas le moindre de la troïka à l'origine des premières protestations ayant abouti à la création du M5-RFP, à savoir l'EMK de du cinéaste et ancien ministre Cheik Oumar Sissoko s'est démarqué des propositions de sortie de crise faites le mouvement parrainé par l'imam Mahmoud Dicko. Est-ce à dire que certains ne se retrouvent plus dans les nouvelles orientations prises le M5-RFP ?

« Ce n'est pas notre point de vue », avait aussi tôt réagi, le 1er juillet 2020, Cheick Oumar Sissoko, dans une vidéo à l'issue d'une rencontre avec les membres de l'EMK. L'ancien ministre révélait en outre que le mémorandum du M5-RFP a été rédigé avec la conviction que le Président de la République le rejettera. « Pourquoi lui proposer si on sait qu'il va refuser ? », s'est-il interrogé. L'homme revendique que c'est son mouvement qui est à l'origine de la contestation pour la démission d'IBK, une demande légitime aujourd'hui compte tenu de maux qui minent le Mali, et qui aura amené la CMAS de Mahmoud Dicko et le FSD à les rejoindre dans ce combat. Il reste qu'historiquement, cette version est contestable et contestée par certaines autres composantes du regroupement. Mais quelle importance a aujourd'hui cette primauté au regard des enjeux qui se posent au FSD ?

Cheick Oumar Sissoko estime qu'il n'y a pas de raison de changer de cap du moment que le bien-fondé de leur lutte n'a jamais été remis en cause depuis la première sortie du 5 juin à ce jour. Aussi estime-t-il que Mahmoud Dicko, qui est une personnalité religieuse reconnue comme telle, est dans on rôle en tant que « autorité morale » du M5RFP. Mais, dit-il, « il n'est pas notre autorité politique ». D'où son refus de signer le mémorandum en question ! A l'image de cet acteur clé du M5-RFP, beaucoup de nos compatriotes trouveraient aussi excessif le contenu dudit mémorandum !

Aperçu sur le contenu du mémorandum

Les points saillants des propositions contenues dans le mémorandum du M5-RFP ont trait à la dissolution de l'Assemblée Nationale, celle de la Cour Constitutionnelle, sinon le renouvellement total des membres de cette institution, et la nomination d'un Premier ministre de pleins pouvoirs devant être désigné par le M5-RFP. Ce Premier ministre, selon les responsables du M5-RFP, ne pourrait non seulement pas être demis par le président de la République, il sera aussi le seul à former son gouvernement et à nommer aux hautes fonctions nationales (Administration, Justice, Forces armées et de sécurité, ...).

Le M5-RFP propose en outre l'adoption d'une Feuille de route de refondation de l'Etat et de sauvegarde de la démocratie, de l'unité nationale, de la paix et la cohésion sociale, assortie d'un chronogramme précis ; l'adoption d'un pacte de stabilité nationale et le respect des textes relatifs au droit et à la liberté syndicale, à la justice sociale et aux engagements entre les parties ; l'adoption d'un mécanisme de suivi-évaluation annuel...

Le retrait de la présidence de la République des services exécutifs de l'Etat ; la signature d'un accord politique sur l'ensemble de ces points avec de solides garanties pour leur mise en œuvre jusqu'à la fin du mandat en cours ; le tout formalisé par une Charte de transition pour concilier les dispositions constitutionnelles actuelles avec les organes de la Transition.

Comme l'a dit Cheick Oumar Sissoko, IBK ne va certainement pas accepter ces propositions qui réduisent la fonction du président de la République en un simple rôle de spectateur ! Rien que du chantage, et un chantage de mauvais goût, selon les partisans du Président IBK ! Pour ces derniers, contraindre un président de la République démocratiquement élu à accepter de telles conditions, à ne décider de rien... est pire qu'un coup d'Etat, c'est une trahison envers le peuple qui l'a élu.

A ces récriminations, le M5-RFP retorque que précisément IBK n'a pas été démocratiquement élu, que son Assemblée nationale est une insulte pour les Maliens et sa gouvernance conduit le Mali vers une disparition certaine. Toutes choses qui constituent la vraie trahison et le parjure. D'où selon eux l'impérieuse nécessité d'arrêter les dérives en cours.

Au vu des derniers évènements, tout semble indiqué que la fissure observée au M5-RFP est résorbée. En effet, le professeur Clément Dembélé a représenté EMK lors du point de presse organisé par le M5 le jeudi 2 juillet et mieux Cheick Oumar Sissoko a personnellement signé la Déclaration qui a sanctionné la rencontre de M5-RFP avec le président IBK.

Rendez-vous donc le 10 juillet pour savoir si cette séquence a laissé ou non des traces.

Yama DIALLO

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales

BDU - BF
BURKINA FASO

BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE

BDM FRANCE
FRANCE

BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali
Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50
www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE

BDM SA

Master Soumi sur la promesse d'IBK de liberer Soumaïla Cissé : « IBK a parlé dans l'euphorie et sous la pression »

Le rappeur et l'activiste malien, Ismaïla Doucouré alias Master Soumi, ne croit pas en la promesse du Président IBK de libérer bientôt Soumaïla Cissé des mains de ses ravisseurs. Selon le rappeur, le Président IBK promet toujours des choses qu'il ne réalise jamais. C'était lors de l'émission « « Dis », le débat interactif du soir !» de la radio Joliba FM, le jeudi 2 juillet 2020, qui avait comme thème : « Quel avenir pour Soumaïla Cissé après sa libération ? ».

Pour la deuxième fois, en l'espace d'un mois, les responsables de la radio Joliba FM 105.0 FM et depechesdu mali.com de Binthily Communication ont daigné rengager le débat sur la libération du Chef de file de l'Opposition malienne, Soumaïla Cissé. Un geste qui consiste à contribuer au maintien de la mobilisation autour de sa libération.

Comme la première fois, la deuxième journée spéciale de la radio Joliba FM a mobilisé des chercheurs, des journalistes, des personnalités politiques du pays et des activistes comme Master Soumi. La première émission appelée débat spécial avait pour thème : « Par quel moyen sont libérés les otages ? », et la police était assurée par Mohamed Attaher Halidou, avec, comme invités, le journaliste Serge Daniel, le psychologue Boubacar Mahamane et Ibrahim Maïga, Chercheur.

Sur la question du sort des otages, Serge Daniel a répondu d'emblée que l'intention initiale des preneurs d'otage n'est pas de tuer l'otage. Et de poursuivre que les otages ont une valeur marchande soit pour faire aboutir une revendication soit pour monnayer sa libération. A l'en croire, très peu d'Etats ont refusé de payer de l'argent pour obtenir la libération de leurs ressortissants pris en otage.

Sur le mode opératoire des preneurs d'otage, Ibrahim Maïga a dit que les connivences locales valent leur pesant d'or dans le succès de leur coup. Selon lui, les gens ont tendance à faire la différence entre le MNLA, la CMA et Aqmi et les autres. « Mais, ils oublient qu'ils sont les mêmes familles. C'est des frères, des cousins », estime le chercheur.

Parlant de la vie émotionnelle de l'otage, le Psychologue, Boubacar Mahamane a indiqué qu'il n'y a rien de plus pénible pour un otage que le fait de savoir qu'il n'y a pas de communication entre ses ravisseurs et les personnes chargées de le retrouver. S'agissant du choix du médiateur, Serge Daniel estime que le bon médiateur est celui qui est capable de ramener la preuve de vie de l'otage. A l'en croire, si un otage a été enlevé à Tombouctou, il ne faudrait pas aller chercher un médiateur à Kidal.

Par ailleurs, il informe aussi que contrairement à la famille de l'otage, les preneurs d'otages assassinent le temps. « Ils ne se pressent pas à libérer l'otage », indique Serge Daniel.

La deuxième émission de cette deuxième journée spéciale de la radio Joliba FM consacrée à la libération de Soumaïla Cissé était l'émission « Dis », le débat interactif du soir ! Qui avait comme sujet « Quel avenir pour Soumaïla Cissé après sa libération ? ». Elle avait comme invités : Mme Sy Kadiatou Sow, Master Soumi et Abdramane Diarra, président du Mouvement des Jeunes de l'URD.

Au cours de cette émission, Master Soumi a laissé entendre qu'il ne croit pas à un seul mot de la promesse du Président IBK de libérer Soumaïla Cissé bientôt. Selon lui, IBK a parlé dans l'euphorie et sous la pression. « **Il promet toujours des choses qu'il ne réalise jamais. Quand vous dites bientôt Monsieur le Président, c'est quand ? Comme il est le meilleur en français qu'il nous dise : bientôt, c'est quand ?** », a dit Master Soumi.

Ibrahim Sanogo

Bamako Vie : « Ma vraie coépouse c'était ma belle-mère »

J'ai 43 ans. Je me suis mariée il y a 21 ans. Avant notre mariage mon mari a eu une charmante fille avec une dame. Sa fille avait 3 ans quand on s'est mariés.
A l'époque mon mari était un petit commerçant. Petit à petit, il a prospéré et est devenu très riche.
Je suis sonrhaï et ma belle-mère n'a jamais pu m'aimer à cause de ça.
Mon mari est malinké.
J'ai tout fait pour plaire à cette dame, sans succès.
Mes plats n'étaient pas bons, je devais cesser mes études pour me consacrer au foyer alors mon mari me poussait à obtenir mon Master, j'étais hautaine, pédante, pute car venant du nord.
5 ans après mon mariage mon mari lui a offert un séjour à la Mecque.
Avant de partir, ma belle-mère a fait venir tout le Mali pour forcer mon mari à épouser la mère de sa fille.
Sous le choc car mariée sous le régime de la monogamie, je suis traumatisée.
Mon mari épouse la mère de sa fille religieusement. Et nous quittons la grande famille car il voit en live ma souffrance.
Aisée, il me met dans une Villa et fait de même pour ma coépouse.
Là encore ma belle-mère intervient, selon elle, je dois habiter avec ma coépouse pour que ka sinaya Saman.
Mon mari refuse cette fois.
Il ne veut pas de cohabitation.
Mon mari ayant peu de relation avec sa deuxième femme, ma belle-mère m'accusait de maraboutage et poussait ses filles contre moi.
Elles me cachaient les cérémonies de la famille pour aller dire ensuite aux gens que je ne voulais pas y aller.
Je vous jure les MJD, ma coépouse a toujours fait profil bas car elle savait que notre mari ne l'aimait pas.
Je ne peux rien dire sur cette femme.
A sa place j'aurais voulu être mariée aussi...
Je ne digère toujours pas la polygamie mais j'ai zéro rancœur avec ma coépouse.
Je n'ai que des fils et sa seule fille est un don du ciel pour moi.
Bref, juste pour vous dire que certaines belles mères sont pires que la peste.

RDC : Le choix de Ronsard Malonda à la tête de la CENI ne fait pas l'unanimité

Le nouveau président de la CENI est contesté par de nombreux acteurs politiques comme l'UDPS et la Lamuka.
La désignation jeudi par l'Assemblée nationale congolaise de Ronsard Malonda à la tête de la Commission électorale nationale indépendante (Céni), continue de faire polémique en RDC. Un choix contesté notamment par l'UDPS qui accuse son allié au pouvoir le FCC.
Avec le choix porté sur Ronsard Malonda pour diriger la CENI, la coalition au pouvoir est mise en mal. L'UDPS rejette catégoriquement « cette procédure hasardeuse orchestrée par le FCC pour faire passer son candidat en lieu et place de la société civile ». Pour le parti présidentiel, son allié au pouvoir utilise souvent la « malice » pour opérer un passage en force dans des dossiers qui nécessitent un consensus national...
Ainsi, l'UDPS pose une condition à la mise en place du prochain bureau de la CENI. « L'UDPS estime à bon droit que l'examen du rapport de la CENI sur le processus finissant déposé au bureau de l'Assemblée nationale ainsi que les réformes idoines sur le processus électoral s'impose avant la désignation du nouvel animateur », explique Simon Kalenga, le porte-parole intérimaire du parti présidentiel.
Le choix de Ronsard Malonda pose pour l'UDPS un problème de légitimité : « L'UDPS constate que M. Ronsard Malonda est contesté par les confessions religieuses dont il serait l'émanation, notamment les catholiques, protestants et les kimbanguistes. »

Marche de protestation

Les partisans de l'UDPS et toutes les forces vives sont invitées jeudi prochain à une grande marche pacifique de protestation. Une manifestation qui devra se faire, dit Simon Kalenga, dans le strict respect des gestes barrières de Covid-19.
Dans le même temps, la plateforme de l'opposition Lamuka se dit aussi indignée et demande au peuple de s'opposer avec la dernière énergie à ce qu'il qualifie de forfaiture qui tend à pérenniser les « anti-valeurs ».

Source RFI

Botswana : Mystère autour de la mort d'au moins 275 éléphants

Au moins 275 éléphants sont morts récemment dans des conditions mystérieuses au Botswana, dans la région du delta de l'Okavango (nord), très prisée des touristes.

Selon un rapport de l'ONG Eléphants sans frontières (EWB) daté du 19 juin 2020 et transmis à la presse cette semaine, 356 éléphants ont été retrouvés morts dans le delta de l'Okavango, dans le nord du Botwana. Les autorités confirment la mort de 275 d'entre eux.

Qu'est-il arrivé aux nombreux éléphants retrouvés morts dans le nord du Botswana ? "Nous avons reçu un rapport sur la mort de 356 éléphants dans le nord du delta de l'Okavango, et jusqu'à présent nous avons confirmé la mort de 275 pachydermes", a déclaré jeudi 2 juillet à l'AFP le directeur des parcs nationaux et de la faune du Botswana, Cyril Taolo.

La cause de leur mort est en train d'être déterminée. "L'anthrax (ou maladie du charbon) est exclu. On ne soupçonne pas non plus des braconniers puisque les animaux ont été retrouvés avec leurs défenses", a-t-il souligné.

Le ministère de l'Environnement a précisé que des échantillons de carcasses étaient en cours d'analyse dans trois laboratoires au Zimbabwe, en Afrique du Sud et au Canada.

Selon un rapport de l'ONG Éléphants sans frontières (EWB) daté du 19 juin 2020 et transmis à la presse mercredi, 356 éléphants ont été retrouvés morts dans le delta de l'Okavango. EWB estime que la mort d'environ 70 % d'entre eux remonte "à environ un mois, tandis que le décès des 30% restant semble plus récent, entre un jour et deux semaines".

D'autres éléphants léthargiques et désorientés

Des éléphants en vie ont été observés très faibles, léthargiques, et certains désorientés et rencontrant des difficultés pour se déplacer,

a précisé le directeur de l'ONG, Michael Chase, ajoutant que mâles et femelles de tous âges semblaient concernés par cette "maladie mystérieuse".
"On a observé un éléphant tournant en rond et incapable de changer de direction en dépit des encouragements d'autres membres", a-t-il poursuivi.
Les pachydermes semblent être "morts très soudainement dans certains cas", a indiqué le biologiste Keith Lindsay, spécialiste de la préservation de la faune. "Les carcasses sont celles d'animaux tombés sur leur sternum en marchant, ce qui est très inhabituel", a-t-il expliqué à l'AFP.
"Jusqu'à présent, il ne semble pas y avoir d'indication" sur les causes de ces décès. Mais "quand quelque chose comme cela se produit, c'est inquiétant". Fin mai, le ministère du Tourisme du Botswana avait déjà indiqué enquêter sur la mort mystérieuse d'une dizaine d'éléphants dans le delta de l'Okavango.

Environ 130 000 éléphants en liberté

Coincé entre la Zambie, la Namibie et l'Afrique du Sud, le Botswana abrite environ 130 000 éléphants en liberté, soit un tiers de leur population africaine connue.
En 2019, au moins une centaine d'éléphants étaient morts en l'espace de deux mois dans le parc national de Chobe (nord), le plus grand du Botswana, victimes des effets de la sécheresse.
L'année précédente, EWB avait créé la polémique en affirmant avoir identifié 90 carcasses de pachydermes, une situation décrite à l'époque par Michael Chase comme le "plus grave épisode de braconnage en Afrique" dont il ait été informé.
Le gouvernement du Botswana avait alors vivement démenti ces chiffres, avançant que l'ONG n'avait en réalité dénombré que 53 carcasses d'éléphants et qu'une majorité était morte "de cause naturelle ou de conflits entre l'homme et la faune".

Source Source AFP

Nos expatriés :
Mohamed Camara : «Le Mali a simplement manqué de chance lors de la dernière CAN»

Dans cette interview, l'ancien joueur de Yeleen Olympique, transféré en 2019 au Red Bull Salzbourg, revient sur le doublé coupe-championnat réalisé par son club, se projette vers la campagne de la Ligue des champions d'Europe 2021 et parle de la sélection nationale dont il rêve de porter le maillot «le plus rapidement possible»

L'Essor : Quel est le sentiment qui vous anime après le doublé coupe-championnat réalisé par le RB Salzbourg ?

Mohamed Camara : C'est un sentiment de joie qui m'anime, honnêtement, je n'arrive pas encore à y croire, moi qui suis arrivé ici il y a seulement un an. Depuis que j'ai commencé à jouer au football, c'est mon premier doublé. Je remercie Dieu qui nous a donné ces deux trophées cette année. Je rends un vibrant hommage au club qui a tout mis à notre disposition pour que nous puissions réaliser ce doublé. Je n'oublie pas non plus les supporters qui nous ont soutenu du début jusqu'à la fin de la saison.

L'Essor : Est-ce que vous vous attendiez à ça après un an seulement après votre transfert au club ?

Mohamed Camara : En toute honnêteté, je ne suis pas surpris de la saison que nous avons réalisée. Je vais vous dire pourquoi : dès mon arrivé dans ce club, j'ai constaté que les dirigeants sont très ambitieux et font tout pour mettre les joueurs et le staff technique dans les meilleures conditions de travail. Ils sont prêts à tous les sacrifices lorsqu'il s'agit de l'équipe. Figurez-vous, nous avons déjà commencé à préparer la campagne européenne 2020-2021. Notre objectif est d'aller le plus loin possible sur l'échiquier européen l'année prochaine, c'est-à-dire faire autant, sinon mieux que nos devanciers de 1994 qui ont atteint la finale (défaite face à l'Inter Milan, ndlr). Le RB Salzbourg est l'équipe la plus titrée d'Autriche, avec quatorze titres de champion et six coupes d'Autriche. Aussi, c'est le seul club autrichien qui a réussi à faire quatre doublés Coupe-championnat consécutifs, entre 2014 et 2017. Tout ça pour vous dire que ce club a une histoire et que ses dirigeants font tout pour qu'il continue d'avancer.

L'Essor : Comment vous avez fêté cette consécration avec votre coéquipier et ami, Sékou Koïta ?

Mohamed Camara : Dès le coup de sifflet de la rencontre, mon coéquipier et ami Sékou Koïta, avons d'abord rendu grâce à Dieu et prier pour le repos éternel de notre prophète (Paix et Salut sur lui). Je me rappelle encore, tous les joueurs ont chanté et dansé sur la pelouse. Dans les gradins également, c'était la fête : les supporters scandaient le nom des joueurs, se congratulaient et brandissaient des banderoles à la gloire de l'équipe. Pour nous joueurs, la fête s'est poursuivie dans les vestiaires où nous avons été rejoints par les dirigeants. Eux aussi ont participé à la fête. Mon frère et ami Sékou Koïta et moi, étions très heureux de soulever ce premier trophée majeur de notre carrière en club. Notre joie était d'autant plus grande que le 29 mai, Salzbourg avait également remporté le trophée de la coupe d'Autriche. En un mois, nous avons soulevé deux trophées. C'est une belle saison pour nous et pour le club et j'espère que d'autres titres suivront. En tout cas, Sékou et moi, nourrissons

de grandes ambitions pour le club et continuer de mériter la confiance de nos dirigeants.

L'Essor : Selon vous, qu'est-ce qui a fait la différence pour votre équipe ?

Mohamed Camara : Pour moi, c'est la solidarité, l'engagement sur le terrain et surtout, l'envie collective des joueurs de réaliser quelque chose ensemble qui ont permis à Salzbourg de faire le doublé coupe-championnat. A chaque match, l'équipe était animée de la même volonté : gagner. Ici, la motivation vient d'elle-même parce que toutes les conditions de travail sont réunies. Nous sommes bien traités et bien logés surtout les joueurs africains. Rien ne nous manque et je dois également signaler un détail important : l'entraîneur Jesse Marsch entretient de très bonnes relations avec les joueurs et fait montre de patience avec nous qui venons d'Afrique.

L'Essor : L'année prochaine, Salzbourg jouera la ligue des champions d'Europe. C'est un gros challenge pour l'équipe, mais surtout pour vous, compte tenu de votre âge (20 ans).

Mohamed Camara : Oui, effectivement c'est un gros challenge mais pour moi, c'est une source de motivation supplémentaire. Jouer la Ligue des champions est excitant, aucun joueur n'y est indifférent. Au contraire, ça pousse à travailler plus parce que c'est une compétition d'élite. Nous allons tout donner pour faire une bonne prestation et essayer d'aller le plus loin possible. Certes, nous aborderons la campagne avec le statut de petit poucet, mais à mon avis, Salzbourg a les moyens de jouer les trouble-fête. En tout cas, nous allons tout donner pour prouver que nous méritons de participer à cette compétition. Sékou et moi demandons les bénédictions de toutes les Maliennes et de tous les Maliens. Inch-Allah, ça ira.

L'Essor : Pensez-vous que votre équipe peut relever ce défi face à l'élite européenne ?

Mohamed Camara : Ce sera une grande expérience pour nous. Pour nombre d'entre nous, ce sera un apprentissage, une opportunité de grandir et d'en découdre avec les grandes équipes et leur pléiade de stars. Salzbourg n'a rien à perdre dans cette compétition et jouera ses chances à fond. Personnellement, je pense qu'il y a un coup à jouer et c'est à nous de saisir la chance qui nous sera offerte. Je suis optimiste.

L'Essor : Racontez-nous comment vous êtes arrivés à Salzbourg et ce qui s'est passé à votre arrivée.

Mohamed Camara : Après la Coupe du monde U17 en 2017 aux Emirats Arabes Unis, j'ai été contacté par beaucoup de clubs, mais Dieu a fait que mon choix est tombé sur Salzbourg. À mon arrivée ici, tout s'est bien passé, on m'a présenté le contenu du contrat que j'ai lu avec mon agent. C'est après que j'ai paraphé le contrat et dans la foulée, j'ai été présenté aux autres joueurs et aux supporters qui étaient présents ce jour au stade. Je n'ai eu aucun problème d'intégration et jusque-là, tout se passe bien.

L'Essor : Parlons à présent des Aigles du Mali, que pensez-vous de leur prestation à la dernière CAN en Egypte ?

Mohamed Camara : Franchement, les Aigles ont fait une bonne prestation en Égypte. Malheureusement, ils n'ont pas été récompensés. Pour moi, le Mali méritait d'aller au moins en demi-finale. Non seulement, il y a de bons joueurs dans l'équipe, mais celle-ci a également produit du beau football. J'ai regardé tous les matches des Aigles et entendu tout ce que les journalistes disaient de cette équipe. Je pense que le Mali a simplement manqué de chance, sinon on ne peut pas reprocher grand-chose à ce groupe. Je demande au sélectionneur national, Mohamed Magassouba de ne pas se décourager et de continuer à travailler avec le même groupe, je veux dire le noyau, dans la perspective des prochaines échéances. C'est une génération qui a de l'avenir et qui peut faire des merveilles, dès la prochaine CAN.

L'Essor : Quelle est votre ambition pour la sélection nationale ?

Mohamed Camara : Comme tout joueur, mon ambition est de jouer en équipe nationale dans les meilleurs délais. Je suis impatient de découvrir le maillot des Aigles, après avoir porté celui des sélections de catégorie d'âge. Mon ami Sékou Koïta lui, a déjà goûté à ce plaisir, comme beaucoup d'autres jeunes joueurs et j'attends avec impatience mon heure. Je sais que mon tour arrivera, mais je sais également que je dois me battre pour avoir une place dans l'équipe. Le Mali regorge actuellement de bons joueurs et les places sont chères en équipe nationale. Il faut être parmi les meilleurs pour prétendre à une place chez les Aigles et moi je suis prêt à le faire.

L'Essor : Actualité oblige, parlons de la Covid-19. Comment vous avez vécu le confinement ?

Mohamed Camara : Le confinement m'a trouvé au Mali. Suite au décès de ma mère, je suis venu à Bamako pour quelques jours et mon séjour a coïncidé avec la pandémie de la Covid-19. J'ai été bloqué au pays, comme beaucoup d'autres Maliens résidant en Europe et il a fallu que le club envoie un avion spécial pour me permettre de retourner en Autriche. Dès mon arrivée, on m'a dit que le port du masque est obligatoire (il l'est jusqu'à présent), tout comme le respect scrupuleux des mesures sanitaires. Au niveau du club, la prise de température se fait avant et après chaque rencontre ou séance d'entraînement, mais Dieu merci, jusque-là, Salzbourg n'a enregistré aucun cas positif.

L'Essor : Le pic n'est pas encore atteint, mais le plus dur semble passé. Comment voyez-vous l'après-coronavirus pour la planète foot ?

Mohamed Camara : Il y a beaucoup d'incertitudes. Certes les compétitions ont repris partout en Europe et les instances sportives (FIFA et UEFA) promettent de faire des gestes de solidarité aux clubs pour atténuer les conséquences de la crise sanitaire. Mais, à mon avis, l'après-coronavirus sera très difficile à gérer pour la planète football et on ne peut jurer de rien. En tant que joueur, je suis content de retrouver la pelouse et les compétitions, pour le moment, c'est l'essentiel.

Interview réalisée par Djènèba BAGAYOKO

« HOROSCOPE »

Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous entrerez dans le vif du sujet : quel que soit votre domaine d'activité, vous devrez vous retrousser les manches et faire preuve de beaucoup de détermination. Concentrez-vous sur vos priorités, sans vous laisser abattre face aux premières difficultés.
Il n'y aura pas spécialement d'épée de Damoclès sur vos comptes, en dehors de celle que vous pourriez vous-même provoquer. Vous croirez en votre chance, mais en la provoquant inopinément avec un trop-plein de dépenses, vous la ferez fuir au grand galop.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Si Uranus complique votre vie affective, il en sera de même au travail. N'essayez pas de changer les autres, ils n'apprécieront pas votre attitude. N'essayez pas non plus d'imposer vos idées, il y aura trop de friture sur la ligne.
Dans ce domaine aussi vous vous montrerez impulsif. Et vous pourriez même prendre des risques inconsidérés juste pour faire selon votre idée. Si certains vous donnent des conseils, prenez le temps de les écouter. Ils le font pour votre bien.

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

C'est avec appréhension que vous abordez cette journée, car l'ambiance est devenue difficile. Votre poste ne vous met pas en valeur. Votre générosité spontanée peut vous pousser à rendre service à un collègue qui ne fait pas son travail, ce qui vous retarde.
Les relations avec votre famille irritent, car on cherche à être intrusif sur votre façon de gérer votre trésorerie. Des frais inadaptés peuvent arriver suite à des coups de coeur. Des gadgets peuvent faire fondre votre budget et l'amputer avant la fin du mois.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous émergerez enfin d'une situation qui n'était pas vraiment à votre avantage et dont vous étiez pour une bonne part responsable. Quoi qu'il en soit, il sera grand temps de dissiper certains malentendus et de prouver toute votre bonne volonté au travail.
La Lune dans votre secteur d'argent sera de bon augure et vous apportera des nouvelles positives en ce qui concernera vos finances. Cette somme que vous attendiez depuis un certain moment vous sera enfin versée et vous en profitez sans culpabiliser.

Lion (22 juillet - 23 août)

Les astres vous donnent l'occasion de vivre une évolution professionnelle intéressante et de participer à un projet collectif où vous menez un rôle décisif. On attend de vous, des initiatives et beaucoup de créativité. La journée est satisfaisante.
Il est bien difficile de résister à vos envies d'achats. Elles s'adressent surtout à des vêtements, au renouvellement de ceux-ci, aux accessoires de mode ou des objets décoratifs. Cependant, de la sérénité vous accompagne dans votre gestion financière.

Vierge (23 août 23 septmbre)

Une grande adaptabilité vous permettra de retomber sur vos pieds. Peu importe les évènements de la journée, vous saurez faire face. Si vous cherchez un emploi, attendez-vous à décrocher un entretien. Vous serez surpris de cet imprévu, mais ravi.
Occupez-vous des démarches que vous avez mises de côté. Vous avez pris du retard dans vos papiers, il est temps de redresser la barre. Attelez-vous ou donnez la priorité aux dossiers en lien avec le domaine financier pour les renvoyer dans les meilleurs délais.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Des concessions sont à faire dans vos activités. Elles ne vous apportent guère de satisfactions et vous commencez à rechercher ailleurs. Des pistes peuvent s'ouvrir, mais rien de bien concluant. Lisez entre les lignes si vous devez signer un contrat.
La prudence est encore conseillée, même si vos tentations sont fortes. Des contrariétés concernent les loisirs limités. Vos sorties permettent de décompresser avec l'ambiance actuelle. Si vous faites des frais pour les distractions, faites-les avec parcimonie.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous serez dans une phase où il vous reviendra de dépasser vos propres limites, en tout cas celles que vous vous serez imposées jusqu'à présent, mais cela ne signifie pas que vous deviez jouer cavalier seul ! Une bonne synergie produira plus d'efficacité.
Vos plans auront le vent en poupe et si vous avez besoin d'un soutien pour les mettre en place, ce sera le moment de le solliciter. Vous n'aurez pas à chercher bien loin, car une personne de votre entourage sera disposée à vous donner un coup de main.

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Si vous travaillez, vous vous montrerez très efficace et ne vous laisserez pas distraire par le climat estival et les nombreux allers et retours de vacances de vos collègues. Concentré, vous exécuterez vos tâches avec brio.
Vous serez tenté de dépenser plus que de raison. Vous êtes heureux, vous voulez que tout le monde le soit. Vous invitez, vous offrez à boire, vous ne pensez pas vraiment à ce que vous faites. Votre compte va vous le rappeler très vite !

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Tout n'avancera pas aussi vite que vous l'aimeriez, mais vous n'aurez pas d'autres choix que de faire avec. Certains de vos projets stagnent, et vous devrez travailler d'arrache-pied pour atteindre l'objectif que vous vous êtes fixé.
Vos finances sont saines, mais vous ne le devez qu'à votre extrême rigueur. Ne changez rien et surtout pas aujourd'hui où votre ciel planétaire ne vous permet pas de folies. Dans quelques jours, c'est la paye, vous pourrez vous faire plaisir.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Un collègue avec qui vous avez peu d'échanges peut vous confier son entière confiance. Des appuis se présentent et ils vous donnent du courage pour entreprendre des démarches. Une nouvelle perspective se met progressivement en place dans votre carrière.
Il est bien difficile de réaliser de grandes économies. Vous ne semblez pas du tout maitriser les revenus qui dès qu'ils sont arrivés, repartent dans différents frais. Votre insouciance peut causer des frais très imprévus dans des sorties par des amis nouveaux.

Poisson (19 février - 21 mars)

Vous aurez de vraies possibilités d'évoluer ou de vous sentir plus à votre place dans votre activité, mais encore faudra-t-il vous donner les moyens d'assoir correctement vos ambitions. Elles pourraient partir en fumée si vous n'y prêtez pas d'attention.
Jupiter rétrograde vous imposera une surveillance accrue sur vos finances. Eh oui, cette planète ignorera vos limites, ce qui pourrait augmenter considérablement votre flux de dépenses. Veillez à ce que vos engagements soient compatibles avec vos moyens.

Promo Modem 4G

Malitel
Proche de vous

29 000 FCFA

au lieu de ~~39 900F~~

- 25%

SPIRIT

5 Go offerts

Jusqu'au 30 juin 2020

Profitez du meilleur de l'Internet mobile pour v**os smartphones, tablettes et ordinateur**s avec une vitesse de connexion allant jusqu'à **150 Mbit/s.**

Rendez-vous dans nos agences.

service client : 6700
www.malitel.ml
www.facebook.com/malitel.officiel